

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

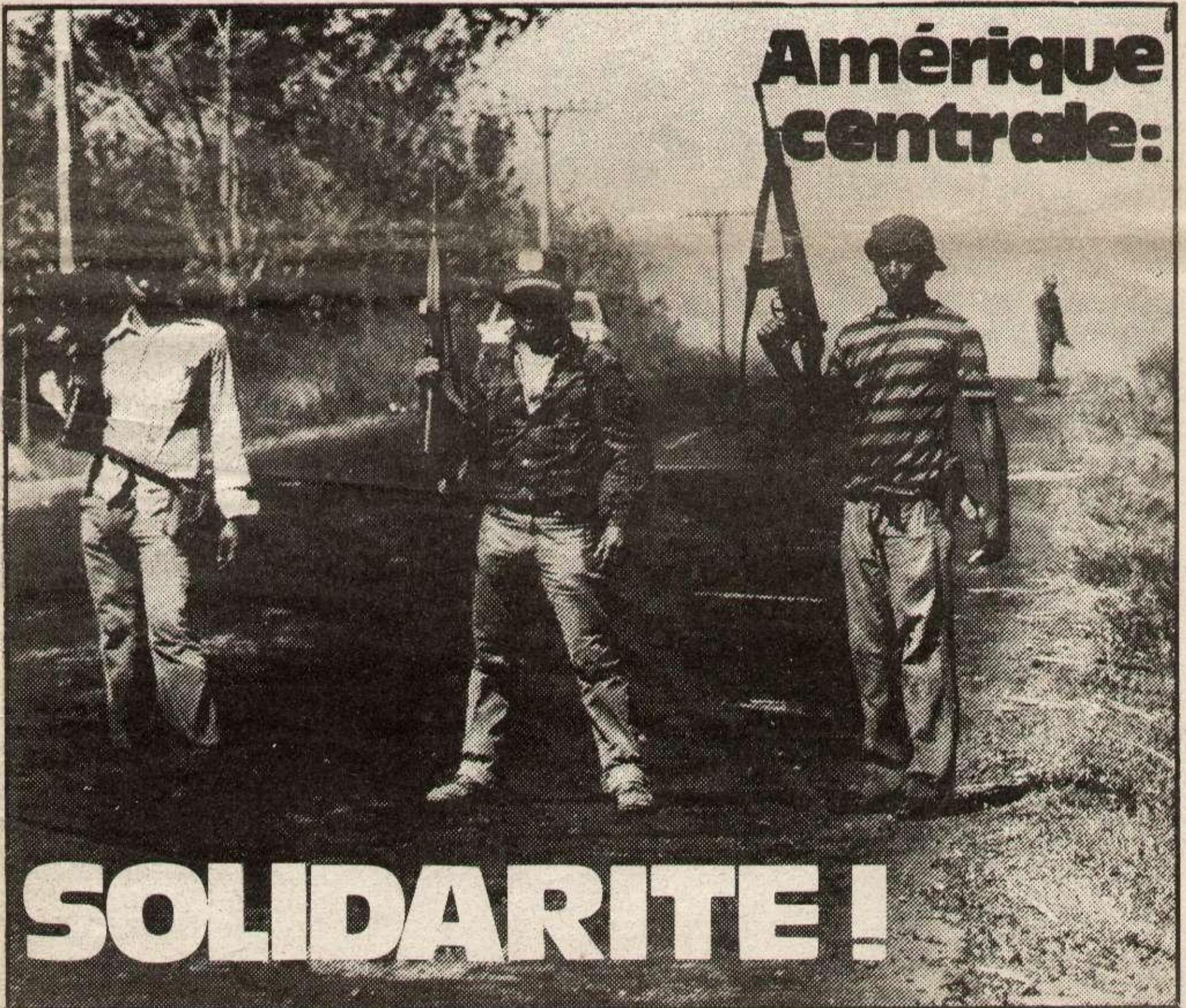
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

N°35

pour le socialisme

5F

SEMAINE DU 19 AU 25 MARS



Prophéties
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 19 AU 25 MARS 1981

N° 35 — 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Prophéties
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

Les agissements
des USA contre
le peuple du
Salvador et ceux
des pays voisins
nécessitent
le développement
de la solidarité
avec les peuples
d'Amérique
latine.
(Notre photo:
des forces
populaires
au Nicaragua).



SOMMAIRE

3-4 politique

ELECTIONS : MATCH A QUATRE ? Les quatre grandes formations politiques seront-elles seules à pouvoir présenter un candidat ? Ce n'est pas exclu : les pressions exercées sur les « parrains » éventuels ont abouti, en quelques jours, à réduire les promesses de signatures faites aux « petits candidats ».

5-6 politique



LES EXCLUSIONS DANS LE PCF : Etienne Balibar a été officiellement exclu par le Comité fédéral parisien ; d'autres militants critiques viennent d'être déclarés « hors du parti » ; d'autres enfin sont empêchés de prendre leur carte pour 1981. Au total, la vague d'exclusions de fait que secoue le PCF est importante. L'enjeu l'est aussi : en tentant d'éliminer les militants critiques, la direction du PCF cherche à préparer un bilan des présidentielles plus « calme » que celui de 1978.

7 syndicats

LA CGT ET LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES : Nous poursuivons ici notre enquête sur les résultats des élections professionnelles. Le recul de la CGT constaté la semaine dernière dans les Pays de Loire est confirmé par les résultats de la région lyonnaise. A preuve les reculs à Renault Véhicules Industriels, Rhône-Poulenc, ou encore Paris-Rhône.

10 inter

LES PREUVES DE L'INTERVENTION US AU SALVADOR : Nous publions aujourd'hui un document révélateur : établi par des fonctionnaires des différentes agences gouvernementales américaines, il montre comment les Etats-Unis soutiennent à bout de bras la dictature salvadorienne. Sur les plans économique, militaire et politique, toutes les mesures prises aujourd'hui par Reagan étaient largement préparées par son prédécesseur. Le document que nous publions ne laisse pas de doute non plus sur la volonté américaine d'intervention militaire directe si le besoin s'en fait sentir.

11 inter

LA JUNTE SALVADORIENNE CONDAMNÉE POUR GENOCIDE : Edmond Jouve revient de Mexico, où il a participé à la session du Tribunal Permanent des Peuples qui vient de condamner la junte salvadorienne pour génocide. Il explique ici la démarche du Tribunal, et le pourquoi de son verdict.

12 inter



UNE DICTATURE QUI VIENT DE LOIN : Les événements du Salvador — 15 000 morts depuis le coup d'Etat de 1979 — jettent une lumière crue sur la réalité du régime de ce pays d'Amérique centrale. La dictature y vient de loin, même si dans l'histoire du Salvador ont alterné les régimes « conservateurs » et les dictatures militaires.

15-16 enquête



VILLE NOUVELLE, VIE NOUVELLE ? L'Isle d'Abeau était un tout petit village, installé sur un plateau, en plein milieu d'un couloir de circulation entre Lyon et Grenoble, dans la direction de Chambéry. Le site a été choisi pour l'implantation d'une « ville nouvelle ». Une ville à la campagne ! mais qu'en est-il aujourd'hui ? La ville nouvelle a-t-elle changé la vie ? Nous poursuivons avec l'Isle d'Abeau notre enquête sur les villes nouvelles.

18-19 idées



L'AUTOMATISATION, UNE NOUVELLE REVOLUTION INDUSTRIELLE : Le modèle japonais est à l'honneur. Le microprocesseur fait loi. La robotique est la priorité. Quelles sont, dans ces conditions, les conséquences de l'automatisation sur le travail, sur l'emploi, sur les structures mêmes de la classe ouvrière. A l'occasion d'une réunion-débat organisée par le GERM (Groupe d'Etudes et de Recherche Marxiste), Benjamin Coriat, spécialiste des questions de l'organisation du travail, a traité de ces questions.

20

CARTE SCOLAIRE 81 : Barre l'avait dit : « Il faut que les recteurs soient aujourd'hui des chefs d'entreprises ». Son vœu, par Beullac et Saunier-Seïté interposés, est exaucé : la carte scolaire 1981 se caractérise, comme dans d'autres domaines, par l'austérité et le redéploiement. Postes supprimés et accroissement des écarts entre établissements scolaires, telles sont les grands axes de cette nouvelle « carte scolaire ».

PRESIDENTIELLE : MATCH A QUATRE ?

En quelques jours, les « petits candidats » ont vu fondre leurs promesses de signatures.

Sous la pression conjointe des préfets et des appareils des partis de gauche. Il n'est pas exclu qu'aucun ne puisse être effectivement candidat...

A un mois du premier tour de l'élection présidentielle, aucun des « petits candidats » n'est assuré des 500 signatures de notables (maires, conseillers généraux, parlementaires, membres du Conseil économique et social), qui constituent le barrage imposé par la loi à leur présentation effective. Hormis les candidats des quatre grandes formations (plus Debré, s'il maintient sa candidature et peut-être un candidat d'extrême-droite), nul n'est plus aujourd'hui assuré de franchir la barre. Depuis le 5 mars, date de l'envoi des formulaires réglementaires aux « parrains » potentiels, nombre d'élus ont en effet retiré leur promesse.

Pourtant, jusqu'à une date récente, plusieurs candidats à la candidature semblaient avoir passé le cap. Le PSU, avec l'appui de ses élus dans nombre de municipalités de gauche, annonçait 635 promesses de signatures pour Huguette Bouchardeau. La LCR n'avait pas ménagé sa peine, mobilisant depuis des mois des centaines de militants pour sillonner les routes de France. Avec comme résultat une moisson de 580 promesses la LCR poursuivait malgré toutes ses recherches pour disposer d'une « marge de sécurité ». Arlette Laguiller avait annoncé dès novembre qu'elle avait les 500 signatures.

Et subitement, les promesses se dégonflent comme une baudruche. Les 635 signatures du PSU tombent à 408 ; les 580 d'Alain Krivine passent à moins de 400 ; Arlette Laguiller se trouve confrontée au même problème. Brice Lalonde, qui avait tardé à collecter des signatures dans l'incertitude qui planait sur l'éventuelle candidature Cousteau, n'avait déjà que quelque 300 promesses : il a vu lui aussi son maigre capital se réduire. Que s'est-il donc passé en l'espace d'une dizaine de jours ?

Publicité

Le pouvoir en place n'a pas chômé pour rendre la tâche difficile aux petits candidats. C'est par la grâce de M. Giscard d'Estaing que la loi avait été rendue plus restrictive. Non plus 100 signatures, mais 500, réparties dans plus de trente départements. Mais aussi d'autres restrictions : un « parrain » ne pouvait plus désormais signer que pour un candidat, et la liste des parrains de chaque candidat était rendue publique. Il devenait dès lors beaucoup plus compromettant qu'auparavant de donner sa signature : on conçoit les problèmes qui peuvent assaillir un maire de petite commune rurale s'il est publiquement connu qu'il a, par exemple, parrainé une candidature d'extrême-gauche. C'est ce qu'écrit un élu de l'Oise, qui explique ainsi à Alain Krivine son refus d'accorder sa signature : « En 1974, aucun texte n'ayant précisé qu'il était interdit de soutenir plusieurs candidats, j'avais donné ma caution volontiers à quatre d'entre eux. Mais aujourd'hui, il est prévu que :

1) un élu ne peut accorder son soutien qu'à un candidat,

2) toutes les signatures réunies par un candidat seront publiées au Journal Officiel. Ces dispositions ont pour effet évident de priver les élus signataires du droit au secret de vote. Il ne s'agit plus pour eux de donner une caution de sérieux à des candidats qui représentent un courant d'idées, même si elles ne sont pas les leurs, mais de prendre place sous une bannière ». Ce que nombre d'élus ne sont bien sûr pas prêts à faire.

Et comme peut-être certains d'entre eux ne sont pas bien informés de ces dispositions, M. Bonnet se fait un devoir de les leur rappeler, par l'intermé-

diaire des préfets. C'est ainsi que le préfet des Pyrénées-Orientales adressait aux maires du département une circulaire en date du 13 janvier, où il mettait les points sur les i :

« Il apparaît qu'un certain nombre des élus auxquels la loi a confié un droit de « parrainage », en particulier les maires des petites communes, ne sont pas suffisamment informés des modalités selon lesquelles ils doivent procéder pour exercer ce droit ni les conséquences qu'implique le soutien qu'ils sont susceptibles d'accorder. (...) Il me semble donc opportun de vous rappeler les conditions d'exercice de votre droit de présentation et notamment de vous préciser qu'effectivement les noms des élus qui auront accepté de parrainer un candidat à l'élection présidentielle de 1981 seront rendus publics par le Journal Officiel de la République française ». A bon entendre...

Outre ces pressions, il faudra que les élus évitent de tomber dans un piège de date : leurs formulaires doivent être envoyés au Conseil constitutionnel entre le 22 mars et le 7 avril. Les formulaires envoyés trop tôt ou trop tard seront jetés au panier. Si certains ont déjà effectué un envoi prématuré, cet envoi sera nul, sans possibilité de rattraper l'erreur : un seul formulaire est envoyé à chaque « parrain » potentiel.

Voilà déjà de quoi faire perdre nombre de signatures aux candidats des courants minoritaires. Mais au moins allaient-ils peut-être pouvoir bénéficier des parrainages d'élus de gauche : les parlementaires de gauche n'avaient-ils pas unanimement voté contre la loi des 500 signatures ? Effectivement, les pressions gouvernementales n'auraient pas été suffisantes si les partis de gauche avaient permis à leurs élus de donner





**NOUS
NE L'AVONS PAS
INVENTÉ**

Lecat-Méléon

Jean-Philippe Lecat, ancien ministre de la Culture et de la communication, occupe aujourd'hui le poste-clé de porte-parole du candidat Giscard. Pour mieux apprécier le personnage, on lira la description qui en est faite en 1974 par l'ultra-giscardien Alfred Fabre-Luce dans son livre hagiographique «Les cent premiers jours de Giscard»: «Lecat était, avant de devenir député puis ministre, un énarque très doué à qui l'on préparait un brillant avenir. Mais quand il est devenu porte-parole du gouvernement Messmer, on a abusé de lui. On lui faisait dire à la veille de mesures de restriction: «Je ne peux pas inventer une crise du pétrole qui n'existe pas». Et trois semaines avant la mort de Pompidou: «Le Président de la République sera rétabli dans trois mois. Jeune encore, il a pris l'allure molle d'un vieux politicien. On l'a vu pendant la campagne électorale fonder dans son département un comité en faveur de Chaban et un autre en faveur de Giscard, ainsi qu'un troisième comité destiné à coiffer les deux autres. Tant de soins n'ont pas réussi à le sauver. On pense à la fable du caméléon placé sur un plaid écossais, qui meurt de n'avoir pu choisir».

**La
nouvelle droite
choisit Giscard**

Née et grandie à l'ombre bienfaitante du giscardisme, la dite «nouvelle droite» sait aujourd'hui se montrer reconnaissante. Louis Pauwels en tête, elle rallie les comités de soutien à Giscard. L'organisation «Nouvelle Droite française» en a fait autant, ainsi que les anciens «nouveaux philosophes», tels Jean-Marie Benoist ou P.Nemo. Le vieux maurrassien Thierry Maulnier est lui aussi de la partie.

leur signature. Ce qu'un certain nombre d'entre eux (principalement du PS, mais aussi quelques-uns du PCF) avaient pris individuellement l'initiative de faire. Mais ces derniers jours, les pressions des partis de gauche sont devenues plus fortes, et commencent à donner leurs effets.

On avait déjà vu le PCF publier une liste de 1 460 maires soutenant Marchais. Il apparaissait en fait que nombre d'entre eux, membres du PCF mais aussi simples apparentés, n'avaient pas été consultés. Lutte Ouvrière révélait à ce moment que plusieurs des maires ainsi annoncés avaient accordé leur parrainage non à Marchais, mais à Arlette Laguiller, et qu'ils maintenaient leur position. La publication de cette liste par *L'Humanité* n'en constituait pas moins par elle-même une forme de pression, les élus concernés ne pouvant se déjuger qu'en annonçant tout aussi publiquement qu'ils le faisaient.

Union de la gauche

Et pour que les choses soient bien claires, Fiterman justifiait la position de son parti... par le fait que le PS avait adopté une attitude semblable. «C'est un raisonnement, précisait-il, que tiennent toutes les autres formations politiques tellement il est logique. J'ai ainsi observé que François Mitterrand a déclaré que si un élu socialiste accordait sa signature pour présenter — je ne dis pas soutenir — simplement pour présenter un autre candidat que le candidat socialiste, cet élu serait exclu sur-le-champ. Je ne vois pas pourquoi ce raisonnement vaudrait pour le Parti Socialiste et pas pour le Parti Communiste».

On avait coutume de trouver la direction du PCF plus circonspecte dans ses convergences avec le PS. Justifier son comportement par le fait que le PS agit de même, c'est un propos

assez neuf dans la bouche de Fiterman. Mais, dans ce cas précis, pour couper la parole aux candidats des petites formations, l'union de la gauche redevient d'actualité.

Cette position du PCF a dû retirer quelques signatures aux «petits candidats», mais pas dans des proportions importantes. C'est en effet surtout d'élus ou apparentés du PS que provenait une grande part des promesses de signatures faites à Brice Lalonde, Huguette Bouchardeau, Arlette Laguiller ou Alain Krivine.

Et c'est essentiellement de ce parti que proviennent aujourd'hui les défections soudaines qui menacent ces candidatures. La position du PS n'est certes pas nouvelle: à titre d'exemple, un article de Pierre Guidoni, membre du bureau exécutif (tendance CERES), paru dans *Le Matin* du 10 février, donnait le ton, sous le titre provocateur «On ne donne pas sa signature au premier venu». On pouvait y lire un torrent de mépris pour les petites formations, comme cette conclusion péremptoire: «Le Mouvement écologiste pour la reconstruction de la IV^e Internationale veut présenter un candidat à l'élection présidentielle? C'est son droit. Il n'a pas encore cinq cents élus, dans trente départements? C'est bien dommage, mais que lui conseiller, sinon de parfaire son implantation, jusqu'à ce qu'il les obtienne? Il n'en est pas capable? Tant pis pour lui».

Cette position trouve son origine dans le fait que le PS fait découler l'élection de son candidat du score qu'il aura réalisé au premier tour, un bon résultat devant entraîner une dynamique. Un responsable de la fédération de Paris du PS donnait même des estimations chiffrées: «Mitterrand est sûr de passer, nous précisait-il, s'il approche les 25% et si Giscard est en dessous de 30%». Vraie ou fausse, cette analyse sous-tend l'attitude actuelle du Parti Socialiste. Foin donc de ces gauchis-

tes, PSU ou écologistes qui pourraient mordre un peu sur son terrain.

Exclusion

Les élus du PS se voient même menacés d'exclusion s'ils outrepassent la consigne. Mesure rare dans le PS, où il arrive que des élus locaux ayant conclu des accords douteux avec la droite ne soient pas exclus — ou que leur exclusion soit rapportée au congrès suivant. Les pressions s'exercent aussi sur les maires apparentés, qui risqueraient leur siège si le PS cessait de les soutenir. On a même vu des membres socialistes du conseil général de Haute-Garonne (où le PS est dominant) faire comprendre à des maires de petites communes que certains crédits du conseil général, qui leurs seraient bien utiles, ne leur seraient par forcément accordés si...

Pas à s'étonner dès lors de ce que les promesses de signatures se mettent à fondre comme neige au printemps. Les petits candidats tentent désormais une mobilisation de la dernière chance. Le week-end dernier, le PSU, dont les finances sont déjà bien entamées par la campagne, envoyait d'urgence ses militants contacter les élus. La LCR faisait de même, mobilisant dit-elle un millier de militants et six cents voitures pour retourner voir ceux qui avaient donné leur promesse, et en solliciter d'autres. Une pétition signée de personnalités est lancée à l'intention des directions des partis de gauche.

Mais ces efforts ne sont en rien assurés du succès. Alain Krivine envisage déjà une solution de repli, qui consisterait à conclure avec Lutte Ouvrière un «accord technique» mettant en commun les signatures obtenues. Et si Brice Lalonde peut désormais espérer passer le cap, ce sera en raison du soutien gênant de dirigeants du CDS,

soutien dont il n'est pas prouvé qu'il va se traduire par autre chose que des paroles.

L'incertitude risque même de durer jusqu'à l'extrême limite du délai, le 7 avril. C'est en effet directement au Conseil constitutionnel, et non aux candidats, que les élus doivent envoyer les formulaires. Il reste donc du temps au gouvernement et aux grands partis pour exercer leurs pressions, sans que les candidats puissent intervenir.

Unanimité

Ainsi, les grandes forces politiques françaises ont réagi face aux petits candidats avec une belle unanimité, un grand consensus. Quatre grandes formations semblent aujourd'hui en mesure d'empêcher l'expression publique de mouvements minoritaires. Dans cette situation où tous les grands partis s'affrontent à qui mieux mieux pour grappiller des voix, ils ont trouvé un terrain d'accord, pour imposer le silence à d'autres. On n'en attendait à vrai dire pas moins de la droite, qui, par le vote même de la loi des 500 signatures, donnait la mesure des limites de la liberté d'expression, qui devait rester partagée entre gens représentatifs. Ce n'est pas d'hier non plus que le PCF ne voit pas d'un bon œil les organisations autres que «responsables» et «représentatives»: particulièrement dans cette période de repli sectaire, où les exclusions volent bas, il n'y avait guère à s'attendre à ce qu'il fasse des cadeaux aux petites formations. Mais le PS est sans doute celui qui, en l'affaire, a le plus à perdre en image de marque: il avait pu apparaître longtemps aux yeux de l'opinion comme plus attaché au pluralisme que d'autres forces politiques. Son attitude actuelle va permettre au CDS, avec son bruyant soutien à Lalonde, d'apparaître comme plus démocrate que lui. Un comble. Mais à qui la faute?

Vague d'exclusions dans le PCF

PREPARER LE BILAN

« Personne ne sera exclu du parti communiste » avait dit Marchais en 1978.

Depuis le début de cette année sévit pourtant une vague d'exclusions particulièrement importante, et qui touche notamment les militants critiques investis dans l'« Union Dans les Luttés ».

Par Nicolas DUVALLOIS

L'AMPLEUR du mouvement est difficile à apprécier, puisqu'aussi bien les méthodes ne sont pas partout les mêmes. Etienne Balibar, par exemple, a été exclu à la suite d'un vote du comité fédéral de Paris. Gérard Molina, Guy Bois et d'autres ont été déclarés « hors du parti », leurs cellules respectives étant invitées à ne pas leur remettre leur carte pour 1981. Pour beaucoup d'autres militants, les choses sont plus floues : leur carte ne leur a pas été remise sans pour cela qu'une décision publique ait été prise dans ce sens par un quelconque organisme du PCF.

Ces différences de méthodes pour atteindre un même but ne sont pas fortuites. « Il s'agit tout à la fois de se débarrasser d'un bon nombre de militants connus tout en faisant planer une épée de Damoclès sur les autres », explique un des premiers signataires de la pétition « Union Dans les Luttés », qui précise aussi que « la direction du parti n'est pas assez forte pour engager un débat statutaire à l'intérieur des cellules ». Cette opinion est largement corroborée par les faits.

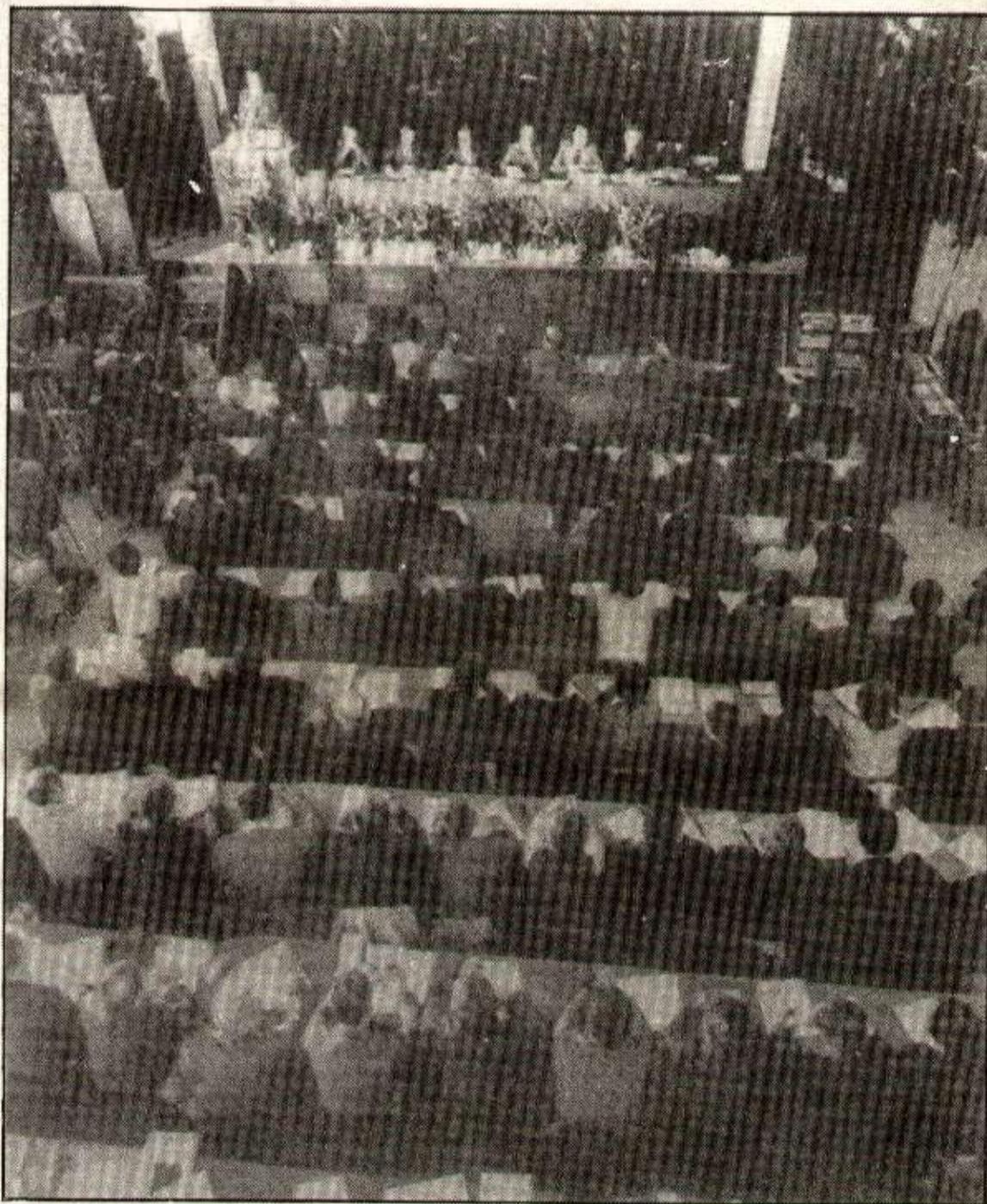
Des méthodes différenciées

Dans la vague d'exclusions actuelle, seul Etienne Balibar fait l'objet d'une procédure « statutaire » : prenant prétexte d'un article publié dans *Le Nouvel Observateur* sous le titre « De Charonne à Vitry », le comité fédéral parisien a estimé que « on ne peut à la fois développer de telles positions et se réclamer de l'appartenance au PCF », et il a, en conséquence, voté l'exclu-

sion par 72 voix contre 6, en vertu de l'article 15 des statuts du PCF, cette exclusion « nécessite la ratification du comité central ». Dans ces conditions, certains estiment que le combat interne n'est pas terminé : d'une part parce que les statuts précisent aussi que « tout membre du parti sanctionné doit être entendu par l'assemblée de son organisation », et d'autre part parce que « le recours au comité central est permis dans tous les cas ».

Personne ne se fait pourtant d'illusion, comme l'explique un militant qui se définit comme « non encore exclu » : « L'exclusion de Balibar par le comité central va permettre à la direction d'officialiser sa position sur la présence des communistes dans l'« Union Dans les Luttés ». Parlant du mouvement comme d'une opération politicienne, L'Humanité a déjà écrit qu'il est inconcevable qu'on puisse se réclamer du PCF et se livrer à une pareille opération. Cette position va être officialisée par le CC, et tout militant dont le nom sera associé à UDL tombera sous le coup d'une « mise hors du parti » automatique ».

Cette automaticité est cependant encore loin d'être le cas. Chez des militants connus, comme Gérard Molina et Guy Bois, la « mise hors du parti » a été précédée de multiples pressions pour qu'ils signent un appel de soutien à la candidature Marchais, désavouant par là-même leur démarche antérieure. Dans les deux cas, les pressions ont été exercées hors du cadre des cellules, la majorité des militants de celles-ci n'étant pas acquiescées aux positions de la direction. L'exemple en a été fourni par la cellule de Jean Bruhat, qui s'est



Les exclusions se multiplient. Le Comité central n'aura pourtant, en principe, qu'à en ratifier une seule : celle d'Etienne Balibar.

refusée à toute sanction contre le directeur de publication du journal UDL, malgré les coups de téléphone insistants de « Fabien » aux membres du bureau de cette cellule.

« Hors du Parti »

De toute évidence, l'attitude de la direction diffère selon les « militants critiques » auxquels elle a affaire. Christian Piraux, animateur de *Luttés et Débats*, explique ainsi sa « mise hors du parti » : « Une divergence sur la

nature de la sanction à appliquer aboutit à deux votes bien distincts : le premier, demandé par plusieurs militants de la cellule, eut lieu sur l'exclusion pure et simple et clairement exprimée. Seules trois voix furent pour. Le deuxième, demandé par la direction de section, appelait les membres de la cellule à se prononcer sur le thème suivant : « Les deux camarades se sont mis d'eux-mêmes en dehors du parti et ne pourront y revenir que lorsqu'ils cesseront toute activité fractionnelle au travers l'Union Dans les Luttés ». Cette dernière formule, inconnue dans les sta-

tuts fut retenue majoritairement et permettra sans doute à nos dirigeants d'expliquer sans gêne qu'il n'y a plus d'exclusions dans le parti ».

A peu de choses près, cette même « procédure » fut mise en œuvre dans le XIX^e arrondissement à l'encontre de quatre militants qui avaient participé à la récente « assemblée de gauche » du quartier.

Là où les militants critiques sont plus isolés dans leur cellule, les procédés sont plus expéditifs encore : dans une cellule des Assurances, à Paris, un militant

réclame sa carte depuis trois mois. La réponse qui lui est faite est invariable : « *Seuls les gens d'accord avec la position du PCF peuvent prendre leur carte* ». Peut-il au moins venir débattre dans le cadre de l'organisation : « *Si tu changes d'avis, tu peux venir. Mais on a autre chose à faire que de discuter en ce moment !* »

Au Crédit Lyonnais, un dirigeant fédéral a ni plus ni moins demandé à un militant, qui fut à l'origine d'un des premiers comités UDL de signer nominalement un texte public de dénonciation de ce mouvement ! La méthode a été présentée dans d'autres cellules comme « *un exemple de démocratie* » : le militant choisissait ou non de se mettre en dehors du parti. Officiellement, il n'y a donc pas eu d'exclusion, mais le simple choix d'un militant désirant quitter l'organisation avec laquelle il était en désaccord...

Nettoyer avant l'échéance électorale

On pourrait ainsi multiplier les exemples qui tendent à prouver que la vague d'exclusions qui secoue aujourd'hui le PCF est loin d'être un phénomène marginal. C'est d'autant plus le cas qu'il ne faut pas oublier tous les démissionnaires, dont les listes publiques ne rendent compte que d'une partie, et ceux qui entendent encore, malgré leurs désaccords, rester dans le PCF. « *Quitte à avaler des couleuvres, je préfère rester dans le parti pour faire le bilan des présidentielles* », dit un militant qui est aujourd'hui contraint de recourir à des ruses de sioux avant d'accorder un entretien. Il est d'ailleurs des militants, parmi ceux qui avaient émis des positions critiques après 78, qui refusent carrément toute discussion,

fût-ce téléphonique et dans l'anonymat. Cette attitude est renforcée par le climat que fait régner la direction du PCF dans certaines organisations : à la menace d'exclusion qui pèse sur certains s'ajoutent en effet les « bruits » qui circulent autour de récentes initiatives d'anciens militants du PCF. « *Preuves* » à l'appui, le Parti Socialiste est ainsi accusé d'entreprendre une entreprise de sappe du PCF concertée et coordonnée au plus haut niveau.

Ces accusations, largement répétées, ne permettent évidemment pas d'expliquer le pourquoi de cette vague d'exclusions. On remarquera à ce sujet le moment où elle intervient, au plein milieu d'une campagne électorale qui malgré tout semble mobiliser la plupart des membres actifs du PCF : « *L'exclusion de Balibar aurait fait l'effet d'une bombe en d'autres temps, dit un militant, mais entre Montigny et l'article de la Pravda le parti est tellement sur la sellette que les discussions sur Balibar sont peu nombreuses* ».

Une autre raison s'ajoute sans aucun doute à cette opportunité. Il s'agit pour la direction du PCF de « nettoyer » avant l'échéance électorale, afin que le bilan du score et de la campagne Marchais puisse se faire plus facilement que celui de l'échec de mars 1978.

De toute évidence, la direction du PCF veut se préparer un « après 81 » interne plus calme que ne fut « l'après 78 ». Cela se passe à ses yeux par l'exclusion des « oppositionnels », et notamment ceux qui animent le mouvement *Union dans les Luttes*. Est-ce à dire que la direction du PCF se garantit ainsi un avenir interne tranquille ? L'avis est unanimement contraire : « *Membres du parti depuis parfois très longtemps, nous savons bien que les interrogations ne sont pas le fait de quelques communistes. On le verra bientôt* » conclut un « révolutionnaire qui n'est plus au PCF ».

SAMEDI
21 MARS
21 rue des Malmaisons
Métro : Porte de Choisy - 13^e

Pour battre la droite Pour des luttes unitaires RASSEMBLEMENT-DEBAT

— A l'initiative du comité 13^e de l'Union Dans les Luttes (la pétition nationale de l'UDL a recueilli à ce jour 160 000 signatures)

- Avec la participation de
 - Ligue des Droits de l'Homme (section Paris-Centre)
 - Syndicat de la Magistrature
 - SOS-Libertés et le juge Jacques Bidalou
 - UL-CFDT 13^e

14 h Forum Les Libertés et la lutte antiraciste

16 h Forums

- Les divisions syndicales
- La situation actuelle de la gauche

18 h Débat général : faire progresser l'union aujourd'hui

MITTERRAND : UN TON GAULLIEN

POUR sa première prestation télévisée de la campagne électorale, Mitterrand avait choisi un ton serein, posé, apte à donner de lui une image de présidentiable, particulièrement auprès de cette frange de l'électorat qui fait la différence, à la lisière de la majorité et de l'opposition.

Une confirmation : il n'y aura pas de ministres PCF dans le gouvernement de transition formé après l'élection présidentielle pour durer jusqu'aux législatives anticipées qui s'ensuivraient. Et après ? Cela dépend des accords entre partis, mais Mitterrand laisse entendre que c'est peu probable. On l'attendait sur un sujet qui dominera la campagne : la réponse aux problèmes économiques et sociaux. « *L'autre politique* », c'est un ensemble de mesures d'inspiration classiquement social-démocrate : relance de la consommation destinée à favoriser la relance de la produc-

tion, reconquête du marché intérieur, intervention plus grande de l'Etat dans l'économie par le biais des nationalisations et les aides diverses (notamment aux PME), créations d'emplois d'agents de l'Etat.

Un flou sur le chiffrage du coût du recrutement de fonctionnaires. Une tentative de rassurer l'électorat gaulliste sur les nationalisations, en rappelant le train des nationalisations de 1945, sous le gouvernement de Gaulle.

En matière de politique étrangère, l'occasion était belle d'attaquer le « candidat sortant », au moment où celui-ci venait de recevoir une manière d'éloge de la *Pravda*.

Dans les négociations avec les Soviétiques, « moi, affirma Mitterrand, je ne passerais pas sous la table ». Sans toutefois que les protestations envisagées contre les menées soviétiques aillent plus loin que l'affirmation de la

« force du droit ». Cet appel à moins d'alignement aura pu être entendu d'une part de l'électorat gaulliste.

Comme cet autre appel, au but non déguisé : « *De Gaulle l'a dit avant moi en 1944. C'était la guerre, et il avait besoin de tout le monde. Maintenant, c'est la crise et j'aurai besoin de tout le monde* ».

Au cocktail suivant l'émission, tout l'état-major du PS est là. « *Bien, il a été bien* », c'est l'opinion qui domine. « *Sauf quand on a essayé de l'embêter sur les chiffres* ». Jacques Delors reprend Mitterrand sur la fausse note du coût des fonctionnaires, laissé dans la vague ; à l'inverse Mauroy l'en félicite : « *Vous avez eu raison de ne pas entrer dans ce jeu de chiffrage* ». « *Oui, il a été bon, apprécie Elkabbach. Il savait qu'on ne le brutaliserait pas, alors il ne nous a pas brutalisés* ».

F.N.

LE « BON CHOIX » DE BREJNEV

LA *Pravda* du 13 mars a-t-elle donné une vision globalement positive du septennat de Giscard d'Estaing, ou cette affirmation est-elle « un faux qui a servi à la grossière provocation contre Georges Marchais », comme l'affirme *L'Humanité-Dimanche* ? En fait, si l'expression de « bilan globalement positif » n'a pas été employée par la *Pravda*, le sens y est. Seuls deux candidats trouvent grâce aux yeux du commentateur, Marchais et Giscard. Les critiques n'épargnent ni Chirac qui se trouve placé « *dans une situation compliquée* » et qui est « *loin de faire l'unanimité dans les rangs de son propre parti* », ni Mitterrand dont la campagne se marque par « *l'absence d'un programme politique clair et cohérent* » et confirme « *le glissement du Parti Socialiste à droite* ».

En revanche, Marchais présente « *un programme concret et précis de défense des intérêts des travailleurs français* », se déclare « *pour l'élargissement de la coopération entre la France et l'URSS et d'autres pays socialistes* ». Cette campagne est en butte à « *une mobilisation anti-communiste de tous les moyens d'information de masse de la bourgeoisie* ».

Quant à Giscard, « *en France, il a gagné une autorité per-*

sonnelle en tant qu'homme politique prudent et de sang-froid, en particulier dans l'arène internationale où les positions de la France se sont renforcées ces dernières années ». Mais aussi : « *les adversaires politiques du président remarquent qu'au cours de son mandat la situation économique du pays a fortement empiré. Ils le rendent responsable de la croissance du chômage, du déficit du commerce extérieur, de l'accélération des rythmes de l'inflation* ». Mais, n'est-ce pas, ce sont eux qui le disent. La seule appréciation critique qui lui est adressée consiste dans le caractère « *décalé* » de l'annonce de prochaines mesures contre le chômage. Cette légère critique ne change en rien l'appréciation globale du journal du PCUS. A tel point que Jean-François Deniau, porte-parole de Giscard, a dû, au *Club de la presse d'Europe 1*, tenter de minimiser quelque peu les propos de la *Pravda*.

La position soviétique — car c'est de cela qu'il s'agit, nul ne croyant sérieusement qu'un tel article ne soit pas un article autorisé — n'a en fait rien d'étonnant. En matière de politique étrangère, l'URSS n'a pas eu trop à se plaindre de M. Giscard d'Estaing, qui a souvent été, parmi les dirigeants ouest-

européens, un interlocuteur privilégié. C'est lui, qui, après l'invasion soviétique en Afghanistan, courait rencontrer Brejnev à Varsovie, à la grande satisfaction de ce dernier. Signe de reconnaissance, Brejnev annonçait en juin dernier le retrait de quelques troupes non engagées dans les combats. Immédiatement, Giscard chantait les mérites de cette décision en trompe-l'œil, déclarant : « *Il s'agit d'un geste dans la bonne direction, répondant aux demandes qui ont été formulées auprès de l'Union soviétique* ». La poursuite de la guerre en Afghanistan donne, avec le recul du temps, un singulier éclairage à cette déclaration complaisante.

C'est Giscard aussi qui ne manque pas une occasion de déclarer : « *Je connais les dirigeants soviétiques, ils veulent la paix* ». Les Soviétiques avaient d'ailleurs déjà fait savoir qu'il avait leur préférence, lorsqu'il le citaient, au dernier congrès du PCUS (25 février) comme seul dirigeant occidental avec Helmut Schmidt à avoir une politique extérieure positive : « *Nos relations, disait Brejnev, restent un élément majeur de la détente* ». A une époque où l'URSS a, depuis des années, multiplié ses ingérences dans le monde, de tels comportements ne sont guère flatteurs.

F.N.

Les conducteurs de bus de la RATP protestent contre les multiples agressions dont ils sont victimes

QUAND LES MACHINISTES DEBRAYENT ...

Souvent des arrêts de travail se produisent sur telle ou telle ligne du réseau routier ou ferré de la RATP à la suite d'une agression dont sont victimes les machinistes. Cette fois, la colère a été plus forte. Les conducteurs de bus ont lancé l'action, sorti leurs engins pour manifester. La grève s'est étendue.

La direction de la RATP a répondu par la provocation et la répression à ce problème qui existe pourtant bel et bien.

Par Gérard PRIVAT

L'incident survenu il y a une dizaine de jours sur la ligne 130 avait déjà provoqué une émotion plus forte que d'habitude. Renseignements pris, il s'agissait d'une altercation entre un automobiliste et un conducteur de bus à la suite d'un accrochage. N'importe ! cet incident est révélateur de l'état de tension dans lequel travaillent ceux que l'on appelle les machinistes de la RATP. Le lendemain, une agression, une vraie cette fois, se produisit sur une autre ligne. Cette fois, un débrayage spontané se produisit, et une délégation CGT partait dans deux bus protester auprès de la direction générale, quai des Grands Augustins.

La modernisation de la RATP en cause

Diverses appréciations peuvent être portées sur le phénomène, différentes analyses et propositions peuvent en découler. Il n'en reste pas moins que le phénomène lui-même existe indéniablement. Tous les machinistes, tous les militants vous le diront : le nombre des agressions augmente réellement. On en a recensé une trentaine, de plus ou moins grande gravité, pour les deux premiers mois de l'année. Quelle que soit l'explication que l'on apporte à cet état de choses, on comprend que les conducteurs de bus soient passablement excédés d'en faire les frais. Il y a déjà eu un nombre considérable de débrayages à propos de ce problème. Presque à chaque fois qu'un machiniste est attaqué, la ligne s'arrête. Cela n'a pourtant pas ému la direction de la RATP. Et pour cause...

«La situation que nous connaissons actuellement est le résultat de dix années de modernisation sauvage», disent souvent les militants de la RATP. Voilà en effet le problème premier à

aborder quand on parle sécurité dans le métro ou dans les bus. Depuis dix ans, la RATP poursuit une politique de modernisation à outrance avec un objectif bien précis en tête : rentabiliser, supprimer des emplois. On est ainsi parvenu à une situation où près d'un emploi sur quatre a été supprimé à la Régie.

Aujourd'hui, les couloirs et les stations de métro sont déserts le soir, le conducteur de rame est seul comme le conducteur de bus. Les receveurs, les poinçonneurs, tout le personnel qui travaillait autrefois à la RATP a été en partie remplacé par des machines automatiques. L'autre partie de leur travail est faite maintenant par le personnel restant. C'est par exemple le cas pour les machinistes qui sont en même temps receveurs, en contradiction flagrante avec une étude réalisée par la médecine du travail à la demande du CE de la RATP : cette étude concluait

à la trop lourde charge de travail consécutive au cumul des deux tâches, conducteur et receveur.

Il est facile de comprendre, dans ces conditions, que le risque d'agression est beaucoup plus grand au regard de la solitude dans laquelle travaillent les conducteurs de la RATP. «C'est aussi un phénomène de société, disent les militants de la CFDT. Dans une région comme la nôtre où il y a 300 000 chômeurs, il est facile de comprendre que la délinquance et les agressions se développent».

Qui peut assurer la sécurité ?

Les analyses syndicales de ce phénomène ne sont pas parfaitement identiques, mais leurs revendications sont, à quelques nuances près, convergentes. Tous s'accordent en effet pour revendiquer l'embauche de personnel supplémentaire. La CGT et la CFDT réclament la mise en application d'expériences de deux machinistes le soir après 21 h sur certaines lignes. Évidemment, à partir du moment où il s'agit d'embaucher, la direction de la RATP fait la sourde oreille. Contredisant ainsi spectaculairement les campagnes giscardiennes de Peyrefitte et Bonnet sur l'insécurité, elle va même jusqu'à affirmer qu'il ne faut pas «exagérer le nombre et la gravité des agressions dans le métro et dans les autobus».

L'embauche de personnel sup-

plémentaire serait également un moyen d'apporter des améliorations aux conditions de vie et de travail des machinistes, qui sont proprement inhumaines. Les semaines de sept jours consécutifs, avec des journées comportant deux services, l'un tôt le matin et l'autre tard le soir, l'état permanent d'énervernement dû à la circulation urbaine, la dégradation de la vie familiale... tels sont les problèmes que vivent en permanence les conducteurs.

Un point pourtant mérite d'être souligné. Si tous les syndicats s'accordent pour réclamer du personnel supplémentaire et l'amélioration des conditions de travail, tous n'ont pas la même attitude vis-à-vis des campagnes lancées çà et là sur le thème, qui les concerne justement, de l'insécurité. La CFDT ne veut pas entendre parler de la police dans le métro ou dans les bus. Ses militants savent à quoi s'en tenir à ce sujet. Ils indiquent que la présence des uniformes n'est en général pas synonyme de sécurité pour tout le monde. La CGT a un point de vue plus ambigu sur ce point. Elle se prononce contre les opérations «contrôle-coups de poings», mais pour des contrôles continus. Quand on sait que ce qui est contrôlé par les flics (jeunes, immigrés), et les conséquences souvent entraînées par ces contrôles, on peut se demander ce qui conduit la CGT à les réclamer. Plus significatif : le syndicat CGT-RATP a sorti récemment un tract étonnamment intitulé : «Des flics pour la sécurité, pas pour la répression».

Chacun sait pourtant que la sécurité dans les transports parisiens n'a jamais été assurée par un surcroît d'effectifs policiers !

Combattre le sectarisme de la direction CGT

La convergence des revendications syndicales entre la CGT et la CFDT (et même les autonomes), aurait pu laisser présager une certaine unité d'action. Tel n'a pourtant pas été le cas. Dès le début, la direction du syndicat CGT-RATP, s'inscrivant en cela dans la logique dictée par la direction confédérale, s'est évertuée à tout faire pour être seule dans l'action, multipliant les obstacles pour en écarter les autres syndicats.

Le cavalier seul (couturier depuis des mois) de la CGT n'est pourtant pas apprécié par tous les militants de la centrale. Ainsi, lors de la seule assemblée générale centrale, tenue à la Bourse du Travail la semaine dernière, des contradictions sont apparues. Depuis la salle, des militants CGT ont indiqué qu'ils ne partageaient pas le point de vue sectaire exprimé à la tribune par le dirigeant de leur syndicat à propos des actions menées à la RATP.

D'autre part, on vient d'apprendre qu'un tract archi-sectaire, mettant à tout propos le syndicat CGT en avant, s'est vu interdire de diffusion par les propres militants CGT dans de nombreux dépôts. Retiré de la circulation, il a été remplacé quelques heures plus tard par un autre tract nettement moins sectaire.

L'aspiration à l'unité est forte aussi à la RATP. Les premières actions menées par la seule CGT n'ont pas regroupé, malgré la forte implantation cégétiste, plus de 10 % des machinistes. Ce n'est que lorsqu'un communiqué commun CGT-CFDT-autonomes est publié le mardi 10 que la grève commence réellement à s'étendre.

En tout état de cause, la colère des conducteurs de bus est bien réelle. L'attitude répressive et provocatrice de la direction n'a eu pour résultat que d'étendre le mouvement. Cependant, les chances d'un succès se mesurent aussi à la RATP à la capacité des militants de réaliser un minimum d'unité syndicale et aux plus décidés d'entre eux de parvenir à imposer des pratiques offensives et démocratiques de masse, comme par exemple la tenue d'assemblées générales centrales fréquentes, comme le proposent les cédétistes.



Elections professionnelles

LA CGT EN REcul DANS SES « BASTIONS » DE RHONE-ALPES

Nous continuons notre enquête sur les résultats aux élections professionnelles. Après une correspondance sur les pays de Loire (cf notre dernier numéro), nous publions ici les premières informations concernant la région lyonnaise qui font apparaître un net recul de la CGT dans les grands groupes industriels que sont Renault Véhicules Industriels (ex-Berliet) et Rhône-Poulenc ainsi qu'à Paris-Rhône (près de 4 000 salariés).

De notre correspondant à Lyon

RHONE-POULENC et Renault-Véhicules-Industriels (RVI) emploient un grand nombre de travailleurs dans la région. Ce sont des secteurs traditionnels mais en pleine évolution du fait des restructurations capitalistes. Grosses unités de production largement traditionnelle, ces entreprises sont considérées comme des « bastions » du PCF.

Comprendre les causes profondes des modifications électorales intervenues nécessiterait une analyse minutieuse considérant de nombreux cas concrets. Sans avoir la prétention d'une analyse complète, on peut tirer quand même quelques enseignements des résultats publiés ici.

La rupture d'unité d'action

La rupture — souvent totale — survenue entre la CGT et la CFDT est vivement reprochée aux organisations syndicales et notamment à la CGT qui cherche aujourd'hui à agir obstinément seule, se présentant comme la seule organisation de classe dont l'action déterminée contre le « front réformiste » et « le danger de consensus avec le patronat » est la seule garantie d'une solide unité d'action pour demain. Mais ce discours a de plus en plus de mal à passer dans les boîtes.

Les exemples de RP et RVI sont également intéressants en

ce que de nombreuses actions s'y sont déroulées l'année dernière. Ainsi, à RP, en juin dernier, la CGT décide seule la grève reconductible à l'échelle du groupe, sans consultation des autres centrales, ni des travailleurs. De la même manière, elle appelle à l'occupation qui ne se réalisera que dans quelques centres. Partout, le PCF se montre au premier rang, il veut en faire SA lutte. A côté, la CFDT cherche à maintenir tant bien que mal l'unité d'action et essaie malgré tout de peser dans le sens d'un déroulement démocratique de la lutte.

Sans aucun doute, les travailleurs, par leur vote, ont voulu sanctionner à la fois le comportement plus que volontariste dans le déclenchement de l'action, le refus de rechercher l'unité d'action et l'exhibition ouverte des liens étroits entre CGT et PCF.

La sanction des attitudes passées

Sur RVI (Berliet), on peut examiner d'un peu plus près deux cas particuliers : Vénissieux du fait de l'importance de l'entreprise, et Feuillat où la CFDT réalise un score impressionnant, passant de moins de 15 % à près de la moitié des suffrages.

	CFDT %	CGT %	FO %	CFTC %	CGC %
Groupe RHÔNE-POULENC					
RPI (Belle Etoile)	+ 16,5	- 8	- 1,5	- 6	+ 0,4
RPI (Décines)	+ 4				
RP Péage de Roussillon	+ 6,7	- 7		- 1	+ 1
RP Valence	+ 7,8	- 6,1	- 1,7		- 0,1
RP Grenoble	+ 6,8	- 5,5			- 1,4
Groupe RVI					
RVI Vénissieux	+ 3,5	- 3,1	- 0,2		- 0,1
RVI Bouthéon-Andrieux	+ 2,3	- 5,2			+ 2,6
RVI Annonay	+ 5,6	- 7,1	+ 2,5		- 1
Paris-Rhône	+ 3,5	- 3,9	+ 0,67		

Berliet, et notamment Vénissieux, a connu de nombreuses luttes et débrayages en riposte aux quatre licenciements de délégués (3 CGT et 1 CFDT). Le bilan de ces actions a laissé un goût amer à de nombreux ouvriers. Alors que la nouvelle des licenciements avait suscité une réaction extrêmement forte et majoritaire (plus de 80 % de grévistes) les syndicats ont canalisé, étalé la mobilisation pour faire durer, en rabâchant des actions de même type. Les travailleurs en ont reporté principalement la responsabilité sur la CGT du fait de son rôle prédominant.

Cette politique d'action « en dents de scie » et qui priorise les actions spectaculaires en dehors de l'entreprise est à relier à la ligne de la CGT-Berliet préconisant le « poids lourd français ». Pour la CGT-Berliet, il fallait, en dépit de la nécessité de gagner des travailleurs à l'action, ne pas affaiblir la production de cette entreprise nationalisée.

La division syndicale a elle aussi joué dans le même sens. A Vénissieux, il est certain que c'est le rejet de la ligne et de la pratique de la CGT qui a conduit à ce transfert de votes. Certains ouvriers déclarant même : « Il n'y a rien de crédible et de cohérent face à la CGT sans

quoi on aurait assisté à des écarts de voix beaucoup plus importants encore ».

Sur Feuillat, la progression fulgurante de la CFDT est due au passage de toutes les forces vives de la section CGT à la CFDT. Cette section CGT admettait mal les thèmes du « poids lourd français » et la façon d'agir de la métallurgie CGT (USTM) ; celle-ci tenta de façon autoritaire de conformer cette section au moule et l'a ainsi conduite à démissionner et à renforcer la CFDT. Une frange importante des travailleurs ont suivi cette démarche, ce qui est symptomatique de l'évolution de l'état d'esprit à Feuillat.

Différentes interprétations

Peut-on en conclure que les gains de voix de la CFDT sont dus à un accord croissant et global des travailleurs avec ses thèses et sa pratique ? Si l'on peut dire que la « resyndicalisation » engagée depuis Brest correspond à une attente réelle des travailleurs qui avaient fortement critiqué la « politisation » (au sens étroit du terme) des deux centrales, il serait hasardeux d'affirmer que le choix du bulletin CFDT est uniquement dicté par un accord avec la CFDT. Sans doute le rejet de la pratique actuelle de la CGT intervient-il pour beaucoup dans le choix effectué.

Comment la CGT explique-t-elle ses reculs électoraux ? Pour elle, il s'agit du résultat de « la guerre idéologique engagée par le front réformiste et le patronat », à laquelle certains travailleurs seraient sensibles. Cette explication est elle-même relativement contredite par le fait que FO, championne de la concertation et de la collaboration dans le secteur privé ne bénéficie pas en général des reculs CGT mais enregistre au contraire une légère baisse dans les exemples cités.

La progression de la CFDT qui est en accélération ces derniers mois, depuis la rupture totale d'unité d'action au niveau national, est significative mais fragile. Elle ne s'accompagne pas d'une mobilisation corrélative de ses militants et encore moins d'une progression en adhérents puisqu'elle annonce elle-même une perte annuelle d'environ 3 % depuis 1978.

l'actualité

PARIS (13^e)

LUNDI 9 mars. A 20 h 30, quatre fascistes venus sans doute de l'université d'Assas brisent la vitrine de la librairie Jonas dans le treizième arrondissement de Paris et y jettent quatre cocktails molotov. Aussitôt la librairie prend feu. L'intervention pourtant rapide des pompiers ne pourra rien faire contre la destruction quasi totale du stock de livres et de disques.

Depuis 1976, 23 librairies ont été ainsi sauvagement attaquées par l'extrême-droite. Pour l'année 80, il y eut tout d'abord la librairie Le Phenix, boulevard Sébastopol qui vient tout juste de rouvrir ses portes, la librairie Les Reclus (Faubourg Saint-Denis), les Mille Feuilles rue Rambuteau dans le centre et 1984 boulevard de Reuilly dans le douzième. Cet acte n'est donc pas isolé. On peut ainsi juger pour comptant ce que le lende-

main même Giscard appelait à *Cartes sur table*, « la république sereine ». Le commando, auteur de l'attentat et qui, intitulé « comité de répression antimarxiste » a décidé de s'attaquer à toutes les librairies qui se veulent différentes.

La librairie Jonas, située au 16 de la rue Maison Blanche (M^o Tolbiac) existe sur le quartier depuis une trentaine d'années. Elle était réputée pour son caractère ouvert, son rôle irremplaçable de carrefour de la vie politique du treizième. Alors pourquoi l'avoir attaquée ? Pour reprendre les termes des affiches apposées dès le lendemain sur la devanture : « Quand on brûle les livres, on brûle les idées ; quand on brûle les idées, on brûle les hommes ».

« Le livre reste sans aucun doute un moyen de communication et d'échange privilégié, un

LA LIBRAIRIE JONAS ATTAQUÉE PAR DES FASCISTES

outil de réflexion et de lutte » nous confiait Sabine la libraire.

C'est sans doute la raison pour laquelle une réaction immédiate a suivi cet odieux attentat. Dès le soir même une cinquantaine de personnes étaient venues apporter leur solidarité à la librairie.

Car le bilan est désastreux.

Tout d'abord, la librairie et son stock sont totalement détruits.

Celle-ci devra rester fermée un moment important.

Enfin, les quatre personnes qui s'en occupaient seront au chômage le temps de la réouverture.

Car il n'est pas question d'accepter la loi des fascistes. Jonas réouvrira. Un comité de soutien s'est déjà constitué et un fonds de solidarité ouvert pour toutes les librairies attaquées devrait permettre d'engager immédiatement les travaux.

En voici les coordonnées : CCP Jonas 14 - 552 94 X Paris

Le Canard du XIII^e, le comité pour l'union dans les luttes et l'UL CFDT ont déjà décidé d'engager des initiatives de masse sur le quartier et dans les entreprises.

Correspondance 13^e

Cette rubrique est destinée à recevoir les points de vue et les contributions, concernant les nouvelles orientations du Parti. Ce sont des camarades qui s'y expriment et non encore le Parti lui-même, dont le IV^e Congrès délimitera le contenu exact de ces nouvelles orientations. C'est donc dans ce cadre que nous poursuivons la publication d'une série d'articles de Max Cluzot.

POURQUOI LES NOUVELLES ORIENTATIONS ?

II — Actualité du communisme, déroute de l'économisme. _2_

La contestation du rapport aux pouvoirs est aussi, avec la contestation du rapport au travail, un élément essentiel du conflit latent qui caractérise la société actuelle depuis 1968. Cette contestation s'opère sous des formes multiples. Dans le domaine proprement politique, elle se marque par la crise des modes de représentation politiques classiques. Comment ça, objectera-t-on, alors même que la France se prépare à voter et que les grandes formations occupent le devant de la scène, que quelques originaux attardés s'intéressent encore au sort de ce que l'on appelle les «petits candidats», qui s'efforcent, les pauvres diables, de recueillir les cinq cents signatures d'élus, comment parler de crise des modes de représentation politiques classiques ? A une extrême-gauche squelettique et à un brin d'écologisme près, n'est-ce pas, au contraire, à un retour en force aux mœurs politiques les plus traditionnelles que l'on assiste ? Apparemment oui. Finies les incertaines spéculations sur la signification de l'abstentionnisme, loin, bien loin, le slogan soixante-huitard «Elections, trahisons», tout n'est-il pas rentré dans l'ordre ? Eh bien, ce n'est pas si évident que cela. Car si l'on y regarde de plus près, on ne peut qu'être frappé par plusieurs faits significatifs.

C'est d'abord le mécontentement, l'insatisfaction, le désenchantement général par rapport au jeu politique qui bat son plein. Si brillantes soient les prestations télévisées des grands professionnels — et pourquoi ne le seraient-elles pas — si acérées les petites phrases, si sophistiqués soient les programmes, cela ne sert pas à grand chose. Le sens commun l'exprime sans trop d'ambiguïté, l'enjeu de la grande bataille septennale, pourtant objectivement important, semble mince. Et le désintérêt le plus grand est là où il désespère le plus les grands acteurs de la bataille : dans la jeunesse. On interprète souvent ces réactions communes de désaffection comme l'indice d'une dépolitisation; encore faudrait-il ne pas s'imaginer que le meilleur traitement à cet état de fait pourrait consister dans la dérision; en réalité, et une partie de l'establishment politique en a bien perçu l'intensité, c'est à un rejet de la «politique poli-

ticienne» que l'on assiste, mais cette formule mérite bien un commentaire.

En effet, si elle constitue un symptôme de la désaffection provoquée par l'état actuel du jeu politique, si, comme telle, elle semble bien exprimer un point de vue assez répandu, son interprétation n'est pas tellement évidente. Pour certains, le PCF par exemple, elle épuise son contenu dans la critique assez grossière qu'il opère de l'attitude de ses rivaux, à travers principalement sa propre soustraction de la fameuse «bande des quatre» grands partis, ramenée par ses soins à trois. Elle signifie simplement : dispute apparente et complicité réelle, mais ne désigne-t-elle pas, avant tout, une remise en cause plus profonde de l'ensemble du jeu politique, en ce sens qu'il échappe au contrôle des masses, qu'il est l'affaire d'un petit corps de professionnels qui convie simplement le public à en départager les rôles ? Cette crise de confiance dans la représentation politique classique s'accompagne paradoxalement d'un investissement inédit de l'ensemble de la population par le message politique : campagnes publicitaires gigantesques, occupation en force des médias modernes, jamais autant de moyens n'auront été sollicités pour véhiculer l'information et la propagande politiques, et c'est à ce moment-là que l'indifférence est la plus forte, que le pouvoir politique, quand il s'efforce de paraître le plus proche, le plus familier, est saisi comme le plus étranger.

Une telle indifférence ne peut être purement et simplement assimilée à une ignorance des enjeux, et un intense effort d'information et de persuasion ne saurait la conjurer. C'est bien ce dont peuvent se rendre compte les grandes formations de la gauche ancienne, qui ne ménagent pas leurs tentatives de mobilisation, sans écho très important. N'ont-elles pas elles-mêmes fortement contribué à renforcer, par la très claire leçon de choses administrée en 1977, cette désaffection ? Que soit brutalement mis fin à une coalition préparée des années durant, sans que ceux appelés à la soutenir dans le vote et dans l'action aient le moyen de dire leur mot, d'intervenir, de modifier le cours des choses, n'est-il pas le meilleur moyen de

prouver qu'il existe un hiatus irréductible entre la sphère du pouvoir politique et l'ensemble de la société ? Qu'à l'examen rigoureux du fond des divergences, des responsabilités dans la rupture se substituent l'invective et la caricature, et l'on accroît encore le rejet de ce type-là de politique. Aussi la forme principale de participation politique qui existe dans notre société, la participation électorale, apparaît-elle comme singulièrement biaisée. Cela ne signifie pas que du même coup on assisterait mécaniquement à une désaffection correspondante de la participation au vote. Au contraire, cette participation reste élevée, et c'est bien compréhensible. En l'absence de toute autre possibilité d'intervention politique large, elle constitue encore un moyen, certes perçu comme particulièrement limité, mais un moyen tout de même, de sanctionner et d'indiquer ses refus. Il ne faudrait pas y voir autre chose.

Dans le même temps, et c'est un autre fait significatif, le rapport aux partis classiques s'est lui aussi quelque peu modifié — aux partis de gauche, s'entend.

Cette modification est double. D'une part, l'apparition de crises, de phénomènes de contestation internes, assez durables, marque, au sein même des partis, le refus observé dans la société, des règles du jeu politique tel qu'il existe aujourd'hui, le rejet de la coupure entre une sphère qui prend seule les décisions essentielles et l'ensemble des militants mis devant le fait accompli; les militants qui sont en désaccord avec les orientations imposées refusent de compter pour rien, de n'être pas partie prenante dans les choix prononcés, et tout autant que du fond même des divergences qu'ils exposent, c'est de cette conviction qu'ils portent témoignage.

Mais aussi, plus largement, le rapport aux partis s'est modifié, en ce sens qu'il s'est largement désidéologisé, que c'est moins à une vision cohérente et globale du monde, et de la place que l'on souhaite y tenir, que renvoie l'adhésion à ces partis qu'à un accord partiel, relativement fragile, voire à l'espoir, souvent déçu, d'utiliser ces partis pour donner plus d'écho à une lutte engagée ailleurs, dans le syndicat, dans le mouvement associatif, dans les nou-

veaux mouvements. Alors le parti est conçu comme une sorte d'intermédiaire entre un centre d'intérêt privilégié et le pouvoir, comme un point de passage obligé pour se faire entendre. Cette logique de groupe de pression n'est pas étrangère au ralliement de certains syndicalistes au parti socialiste, de viticulteurs au PCF par exemple. Il faudrait aussi, parce que les chiffres eux-mêmes n'ont pas beaucoup de signification, savoir par qui sont remplacés au PCF les militants critiques exclus ou démissionnaires, quelles sont les bases et la qualité des nouvelles adhésions.

Ces modifications sensibles des rapports à la représentation politique vont de pair avec un accroissement indéniable du mouvement associatif sous toutes ses formes, avec l'émergence d'organisations ou de quasi-organisations sectorielles, qui présentent la particularité d'être près des gens, d'avoir une activité concrète, de permettre une participation effective à des décisions sanctionnées par des actes. De même, des initiatives ponctuelles, centrées sur une question bien déterminée (anti-impérialisme, anti-nucléaire, soutien à une lutte ouvrière) suscitent-elles souvent une très forte participation. C'est qu'à la conscience de la netteté de l'enjeu, et donc de l'efficacité de la démarche, viennent s'ajouter l'attrait de multiples débats et échanges, la possibilité d'une information directe, la tentative de se forger par soi-même un point de vue. L'importance de ces mobilisations, après 1968, ne saurait échapper à notre réflexion, car malgré le caractère souvent superficiel, décevant, drastique, des débats réels, l'impression d'une certaine frustration qui en résulte, c'est aussi l'expression d'une certaine démarche politique qui s'y manifeste.

Que faut-il penser de tous ces faits ? Attestent-ils unilatéralement d'une dépolitisation inexorable de la société ou plutôt indiquent-ils aussi, en même temps qu'un rejet des modes de représentation politiques classiques, une aspiration à de nouveaux rapports à la politique ? C'est ce qu'il faut bien mesurer.

(A suivre)

Max CLUZOT



DOCUMENT

Salvador, Amérique centrale: SOLIDARITE !

Un dossier « Salvador, Nicaragua, Guatémala » réalisé par Jean-Louis BRUNET

COMMENT AGISSENT LES AMERICAINS AU SALVADOR

Le document dont nous publions des extraits ci-dessous est de première importance. Il a été établi par des fonctionnaires US du groupe El Salvador/Amérique Centrale, des membres du Département d'Etat et des fonctionnaires du Conseil National de Sécurité (NSC), du Pentagone (DOD) et de la CIA. Ecrit dans les dernières semaines de la présidence Carter, il circule dans le cadre du « Dissent Chanel », mécanisme établi par le Département d'Etat afin de permettre aux fonctionnaires d'exprimer des points de vue différents sur divers aspects de la politique officielle.

Ce document montre, de façon irréfutable, à quel point les Etats-Unis tiennent à bout de bras le pouvoir sanguinaire du Salvador. Il explique aussi comment la politique d'intervention directe de Reagan a été largement préparée par son prédécesseur. Il prouve enfin, et c'est loin d'être négligeable, que des secteurs de l'appareil politique US refusent l'engagement actuel et proposent une politique alternative.

« Les points de vue détaillés dans ce document sont partagés en privé tant par des analystes et des officiels en poste ou précédemment en poste de la NSC, DOS, DOD et de la CIA. Les employés d'autres agences agissant au Salvador mais qui normalement sont exclus des débats politiques ont également contribué à ce document. Dans ce cas, leur contact direct avec la situation sur les lieux mêmes leur a permis d'avoir des avis particulièrement pertinents et une objectivité peu commune.

Il est de notre intention que ce document circule amplement parmi ceux qui font et exécutent la politique des administrations Carter et Reagan. Nous espérons que cela suscitera des discussions ouvertes pour des alternatives réelles à une escalade militaire de notre part en Amérique centrale et au Salvador ». (Washington D.C. 6 novembre 1980)

« L'administration Carter a été en augmentant graduellement son soutien politique, diplomatique, économique et militaire en appuyant la coalition civilo-militaire au pouvoir en Salvador. Cette compromission s'élargit et s'accroît. Les ressources investies dans cet effort ont dépassé toutes celles allouées aux crises surgies dans l'hémisphère depuis 1963.

Cette assignation de ressources et les déclarations publiques ont identifié nos intérêts stratégiques en Amérique centrale et dans les Caraïbes avec les chances d'un régime relativement faible, impopulaire et isolé internationalement.

Plusieurs agences gouvernementales ont pris des mesures pour préparer l'intervention militaire au Salvador. Ceux qui font la politique sont apparemment arrivés à la conclusion qu'une telle intervention militaire pourra éviter l'effondrement du régime actuel.

Les politiques actuelles sous-estiment considérablement la légitimité interne et l'appui internationale dont jouit la coalition

d'opposition FDR-DRU. De plus, les promoteurs de cette politique ne paraissent pas voir la portée de la capacité militaire des forces de guérilla et ils ignorent la valeur logistique et l'impact potentiel de l'appui qu'ils ont dans les pays voisins. » (...)

« Les déclarations sur la politique centro-américaine qu'elles soient à usage interne ou pour le congrès ou pour le grand public sont inadéquates comme point de départ d'une discussion sur notre rôle actuel dans la région.

Il est préférable de présenter ce que font nos agences plutôt que de s'intéresser à l'articulation et à l'analyse des objectifs de notre politique.

Nous avons établi que les activités groupées et énumérées ci-dessous sont le fait de pas moins de 12 agences gouvernementales appuyées par de nombreux NGO (agence non gouvernementale).

Suit une liste partielle de ces activités :

a) Améliorer les conditions économiques et politiques pour augmenter la viabilité de l'actuelle coalition gouvernementale en faisant :

- 1 - Accélérer le versement de l'aide économique bilatérale et fournir une assistance technique et administrative
- 2 - Appuyer l'accélération des versements prévus par les programmes et projets du BIRD, du BID et du FMI
- 3 - Etablir une équipe administrative et technique Salvador/USA qui assiste le gouvernement dans

la planification et l'administration pour éviter une catastrophe économique

4 - Augmenter le flux des recours et renforcer l'administration du programme de réforme agraire pour réduire son impact sur l'élite traditionnelle et augmenter ses bénéfices à court terme pour des secteurs spécifiques de la population

5 - Augmenter les possibilités à court terme pour le secteur privé pour stopper la fuite des capitaux et fortifier la confiance dans ce secteur

6 - Faire attention aux divergences latentes ou ouvertes entre les membres de la junte de gouvernement et le corps des officiers

b) Améliorer et protéger la légitimité internationale et le prestige du régime

1 - En stimulant le recrutement salvadorien de personnel modéré, réformiste pour la représentation diplomatique

2 - En fournissant un support logistique et l'orientation politique par le biais des ambassades et missions américaines

3 - En stimulant plus efficacement l'appui diplomatique des gouvernements amis d'Amérique latine et des autres pays alliés

4 - En décourageant toute résolution ou autre initiative diplomatique visant à critiquer le gouvernement actuel ou qui peut-être contribueraient à légitimer les forces d'opposition

5 - En activant les mécanismes afin de briser l'effort de l'opposition pour obtenir un appui et une légitimation internationale et pour limiter l'impact de tels efforts

6 - En créant les conditions propices à l'engagement d'autres pays pour appuyer les initiatives américaines à l'OEA et à l'ONU en rapport à la situation centro-américaine

7 - En étant soigneusement vigilants et en rédigeant les articles sur la région dans la presse américaine et internationale et en donnant une large publicité à la confiance et l'appui des USA à l'actuel processus en cours au Salvador

c) Renforcer les capacités de contre insurrection des Forces Armées

1 - En augmentant l'entraînement pour tous les officiers supérieurs comme pour les sous-officiers

2 - En améliorant l'infrastructure militaire pour parvenir à de meilleurs communications dans les combats urbains comme ruraux, pour plus d'efficacité et de rapidité dans le déploiement des troupes

3 - En établissant des lignes de ravitaillement adéquates et en approvisionnant du matériel de guerre en coopération avec des alliés de la région et extra-hémisphère

4 - En donnant une assistance et en secondant les commandements tactiques et stratégiques

5 - En augmentant la cohésion et la coordination entre les diverses structures de commandement à l'intérieur des forces armées salvadoriennes

6 - En procurant les moyens de réunir sous un seul commandement unifié les forces para-militaires qui fonctionnent dans le pays

7 - En établissant ou/et en

augmentant les relations et les opérations entre les forces armées et les organisations para-militaires du Guatemala, du Salvador et du Honduras
8 - En fournissant des données de surveillance américaines pertinentes aux forces armées pour les opérations militaires au Salvador

d) En cas d'inattendu, préparer des plans permettant aux USA de répondre à une détérioration de la situation dans le secteur, ceci comprenant :

- 1 - Des initiatives politiques et diplomatiques à prendre dans le cas où une intervention militaire serait nécessaire pour maintenir le régime actuel
- 2 - Les plans des opérations pour le déploiement multilatéral et unilatéral de forces militaires au Salvador et au Guatemala
- 3 - Estimation des coûts et durées de divers scénarios de conflits tant favorables que défavorables
- 4 - Nécessité de vérification que tout est prêt à l'action et recommandation pour des exercices de préparation

e) Assurer l'appui continu du congrès et de l'opinion publique à cette politique au travers de relations avec la presse mettant l'accent sur :

- 1 - Une image réformiste et modérée de l'actuel gouvernement
- 2 - L'appui des USA à des réformes profondes mais modérées qui servent à contenir les extrémistes et les communistes
- 3 - Les liens entre les groupes de guérilla dans l'opposition au Salvador et au Guatemala avec Cuba
- 4 - Discrediter les leaders centristes de l'opposition comme marionnettes des dirigeants les plus radicaux de la guérilla
- 5 - Diriger prudemment les reportages de presse des USA sur les événements du Salvador pour éviter la publicité de type Nicaragua en faveur de l'opposition insurgée
- 6 - Organisation régulière de réunions d'information fermées pour les commissions, sous-commissions et membres influents du congrès concernés.



Cette liste (partielle) d'activités implique des moyens financiers et bureaucratiques qui excèdent ceux qui furent mis sur aucune crise depuis 1965. Il est clair qu'une décision de cette importance n'aurait pu voir le jour sans une décision à un très haut niveau de l'administration. Cette décision fut prise en partie pour éviter que la crise salvadorienne n'atteigne son apogée avant les élections. Néanmoins, les options prises ont des implications stratégiques qui vont beaucoup plus loin que des considérations politiques locales. »

NDLR : les passages en gras sont soulignés par nous.

TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

LA JUNTE SALVADORIENNE CONDAMNÉE POUR GENOCIDE

A quelques jours des « 6 heures pour le Salvador », nous avons rencontré Edmond Jouve, de retour de Mexico où il avait participé à une session du Tribunal Permanent des Peuples. Ce dernier a condamné la junte de El Salvador pour génocide. Edmond Jouve explique ici l'origine et la démarche de ce tribunal, et comment il a procédé pour aboutir en droit à cette condamnation de la junte. Un témoignage qu'il développera bien sûr au cours des « 6 heures », en solidarité avec le peuple en lutte du Salvador.

Recueillie par Jean-Louis BRUNET

► Pouvez-vous nous rappeler l'origine du Tribunal Permanent des Peuples ?

Le Tribunal Permanent des Peuples se veut l'héritier du Tribunal Russell I sur le Vietnam qui avait siégé en 1967, et du Tribunal Russell II pour l'Amérique latine, qui avait fonctionné de 1973 à 1975, et qui avait été présidé par le Sénateur italien Lelio Basso. L. Basso, à la suite de cette expérience du Tribunal Russell II, s'était dit et avait convaincu une partie importante des membres du jury qu'il convenait sans doute d'instituer un tribunal qui cette fois ne serait pas mis en place pour un cas particulier, mais aurait une structure permanente. Ce tribunal a été constitué à Bologne, le 24 juin 1979, il en est aujourd'hui à sa cinquième décision.

Le Tribunal Permanent des Peuples s'est donné des statuts, nous disposons de trois possibilités. La première, c'est de rendre une sentence, une décision qui va donc condamner tel ou tel gouvernement, tel ou tel régime. La deuxième possibilité, c'est de rendre un avis, qui va indiquer si sur le plan juridique, on a ou pas le droit de faire tel ou tel acte. La troisième, c'est de constituer une Commission d'Enquête, et de se rendre sur les lieux.

La troisième possibilité qui nous est offerte par nos statuts, nous y avons eu recours une fois, du 15 au 21 septembre 1980 : une commission d'enquête s'est rendue au Mexique et au Costa Rica, pour s'informer de la situation à El Salvador. Elle avait pour mission de se rendre compte des faits condamnables concernant la population du Salvador. Son premier objectif, était de se rendre à El Salvador, pour recueillir les témoignages, et établir ainsi en quoi il y avait violation des principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme...

► Quelles sont les conclusions tirées par le Tribunal, au vu des rapports et des témoignages recueillis ?

Les conclusions apparaissent sous la forme de ce qu'on appelle « les visas » : vu..., les motifs, « étant donné que... », et en troisième lieu le « dispositif ». C'est là qu'est contenue la condamnation que nous avons portée. Il y a là douze points, j'en retiendrai personnellement trois.

Le premier point, qui a frappé tous les membres du Tribunal quelle que soit leur origine, c'est la participation active et massive des catholiques (la population du Salvador est à très forte majorité catholique), engagés dans le combat, dans la lutte armée. A la suite de l'examen des dossiers et de l'audition des témoins, nous avons demandé aux théologiens qui faisaient partie du jury s'il n'était pas possible, dans ce cas-là, d'étudier le problème du droit à l'insurrection. Je crois que nous avons fait une première, nous avons légitimé le droit à l'insurrection, du point de vue des textes mêmes de l'Eglise, dont la majorité de la population partage la foi. Nous avons d'abord évoqué les textes laïcs, puisque nous avons découvert que l'article 7 de la Constitution de la République d'El Salvador, qui à notre connaissance, est toujours en vigueur, prévoit un droit à l'insurrection si les circonstances le justifient. Puis nous en sommes venus à notre propre déclaration universelle des droits des peuples. Nous avons un article, l'article 28, qui dit : « Tout peuple dont les droits fondamentaux sont gravement méconnus, a le droit de les faire valoir, notamment par la lutte politique et syndicale, et même en dernière instance, par le recours à la force ». Pour la première fois, nous avons fait

Une interview d'Edmond Jouve

application de cet article 28, il nous a semblé que devant l'échec patent du recours aux moyens politiques ou syndicaux, on était en effet dans cette situation. Et puis nos amis américains nous ont dit : « Il y a aussi les déclarations des droits de l'homme, et notamment la nôtre, la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, qui permet aussi de recourir à la force ». Nous l'avons donc invoquée. Nous avons enfin interrogé les théologiens. « Que dit l'Eglise ? Est-ce que dans certains cas, elle ne reconnaît pas le recours à la lutte armée ? » La réponse a été « oui », et nous avons fait référence à l'encyclique de Paul VI « *Populorum Progressio* » du 26 mars 1967, qui permet le recours à la force. D'ailleurs dans un texte signé par dix institutions catholiques de El Salvador en janvier 1981, on peut lire : « Puisque les chemins pacifiques nous ont été constamment barrés, nous sommes dans la situation où l'Eglise admet le droit à l'insurrection légitime, dans le cas d'une tyrannie évidente et prolongée, qui porte une atteinte grave aux droits fondamentaux de la personne, et qui nuit au bien commun du pays ».

► Comment avez-vous caractérisé les crimes de la junte ?

Nous avons condamné la junte militaire du Salvador pour génocide. C'est le deuxième point que je voulais indiquer. Il nous semblait en effet qu'on pouvait appliquer à la situation du Salvador la Résolution votée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 9 décembre 1948, pour la prévention et la répression du crime de génocide. Que dit l'article 2 ? « Par la présente convention, le génocide s'entend comme l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel... ». Il nous a semblé que les actes perpétrés par la junte permettaient de parler de génocide. Nous avons dit ceci : « Le Tribunal estime que le caractère massif et délibéré de ces actes peut être considéré comme constitutif du crime de génocide ». Depuis le coup d'Etat de 1979, plus de 12 000 personnes ont été victimes de la violence organisée par la junte ! Des témoins directs nous ont rapporté que des personnes ont été souvent sauvagement torturées, que de nombreux enfants ont

été tués, au cours de ce que la junte appelait « un nettoyage total ». Il n'y a pas de quelques cas de torture ou de massacres mais de véritables opérations militaires combinées. Ainsi, dans la zone de Morazan, ce sont des bombardements par air ou par artillerie qui ont provoqué la mort d'environ 4 000 personnes. Je voudrais aussi évoquer le problème des disparitions. Je vous donne un chiffre. En 1980, le nombre de disparus à El Salvador a été de 480. Et depuis, d'après les témoignages, il a eu une croissance constante du nombre de personnes disparues.

Le troisième point dont je voulais parler, c'est le point 11 qui dit ceci : « Le Tribunal Permanent des Peuples dénonce le gouvernement des Etats-Unis pour sa complicité avec la junte de El Salvador, dont elle favorise la perpétuation des crimes contre l'humanité ». Sans vouloir trahir le secret des délibérés, je dirais que c'est un point qui a soulevé discussion au moment de la rédaction de la sentence. Nous nous demandions si nous devions condamner les Etats-Unis. Personne ne manquait d'arguments pour condamner les Etats-Unis, je voudrais d'ailleurs donner quelques indications à ce sujet. Toute la série de massacres, d'exactions, de tortures, sont le fait de l'armée, de la police nationale, de la garde nationale, de la police spéciale, et notamment d'une organisation para-militaire qui s'appelle Orden. Cette organisation a été fondée en 1961 par le général Medrano, et les rapports qui étaient à notre disposition indiquaient que Medrano avait d'étroites relations avec l'ambassade des Etats-Unis. De même, l'Union Communale Salvadorienne, créée en 1968 par l'Institut Américain pour le développement et la main-d'œuvre libre », était financée par les Etats-Unis. Il y a aussi l'aide militaire. En 1981, l'assistance militaire des Etats-Unis, telle qu'elle était prévue par Carter, se montera à 11,5 millions de dollars, soit 69 % de toute l'assistance reçue depuis 1950. Finalement, c'est ceux qui disaient qu'il ne fallait pas condamner les USA qui l'ont emporté, pour une raison de sérieux de notre travail. Il se trouve qu'on ne nous avait pas demandé de condamner les Etats-Unis, dans la requête qui nous était présentée. Si nous avions « condamné », nous n'aurions donc pas respecté les principes du droit international.

Salvador,
Amérique centrale
SOLIDARITE

SALVADOR QUATORZE FAMILLES ET DES COLONELS

Une dictature qui vient de loin

REAGAN rêve d'un retour aux beaux jours de l'impérialisme florissant. Le peuple du Salvador fera les frais de ce rêve destructeur. Faisant fi des 15 000 morts, victimes de la dictature salvadorienne, Giscard fournit à la junte des hélicoptères « destinés à convoier les troupes et à les ravitailler... ». Des hélicoptères que l'on a vus dans le Morazan et le Chalatenango survolant et pilonnant des villages. Giscard signe des contrats commerciaux avec le gouvernement du Salvador, reçoit les lettres de créance de son consul, Lecanuet promet « l'aide des centristes » à Napoleon Duarte. Qui sont donc les heureux bénéficiaires de ces protections maternelles ? Comment sont-ils parvenus au pouvoir ?

Une « démocratie » caféière et l'armée

Dans les années 60 du XIX^e siècle, le café devient au Salvador la principale culture. Il constitue 85 %, à lui seul, des exportations. Les terres se concentrent entre les mains d'une oligarchie caféière. La crise de 1929 viendra frapper de plein fouet cette monoculture : les cours dégringolent de 45 %, les propriétaires fonciers renvoient une grande partie de leurs salariés. Les paysans de l'Ouest du pays, où est concentrée la culture du café, se soulèvent, la rébellion est noyée dans le sang par le général Maximiliano Hernandez Martinez.

L'oligarchie a trouvé son soutien, son appui (l'armée) et récompense du titre de dictateur le vainqueur du soulèvement. Sûre de cet appui, elle peut

Un docteur, des colonels, un général et Napoleon

Les dirigeants du Salvador depuis 1961

1961-62 : le Docteur Cordon assure l'intérim pour :

Le colonel Rivera 1962-1967

Le colonel Hernandez 1967-1972

Le colonel Molina 1972-1977

Le général Romero 1977-1979

Le colonel Gutierrez 1979

Napoleon Duarte, président de la République (1979-?)

relancer la concentration des terres, assurer sa survie en diversifiant les cultures avec le coton et la canne à sucre, tenter une timide industrialisation. Mais l'aggravation de la tension sociale, les contradictions qui naissent en son sein entre la fraction agraire et la fraction industrielle, la peur de nouvelles révoltes paysannes, obligent l'oligarchie à s'appuyer de plus en plus sur l'armée, qui joue le rôle d'arbitre entre les deux fractions qui sont capables l'une et l'autre d'assurer leur hégémonie.

Réformisme démocratique et autoritarisme conservateur

Un double mouvement va alors masquer la vie politique au Salvador : l'institutionnalisation du pouvoir militaire et — reflet de la lutte au sein de la classe dominante entre les diverses fractions qui la composent — une alternance d'un certain réformisme démocratique et d'un autoritarisme conservateur.

En 1950, Martinez est chassé par une fraction de l'armée qui ébauche la première tentative d'institutionnalisation du pouvoir militaire par la constitution de la même année qui établit un régime présidentiel. Le colonel Osorio en sera le président de la république et crée un parti officiel, le Parti Révolutionnaire d'Unification Démocratique. En effet, cette fraction de l'armée se pique de réformisme sinon de révolution. Ces vellétés (qui favorisèrent, il est vrai, le développement d'un syndicalisme ouvrier et aboutirent à la création d'une sécurité sociale) ne durèrent que 6 ans.

Dès 1956, l'armée revint à des pratiques plus familières, la répression. De telles pratiques coûtèrent le pouvoir à cette fraction qui fut renversée en 1960 par une fraction plus réformiste qu'un coup d'Etat, la même année, dirigé par l'oligarchie inquiète des réformes et l'ambassade des Etats-Unis, renversa à son tour.

1961, c'est l'année du Marché commun centraméricain, c'est aussi l'année du coup d'Etat fomenté par une fraction de l'armée soucieuse de transformer la structure économique et sociale du Salvador pour favoriser son intégration à ce marché commun. La constitution chan-

ge, le Parti Révolutionnaire d'Unification Démocratique devient le Parti de conciliation nationale, on invite les petits partis d'opposition à participer à la vie politique. Mais décidément ces petits partis deviennent gênants. On a beau exiger qu'ils réunissent les 5 000 signatures pour pouvoir se présenter aux élections, interdire ceux « qui soutiennent des doctrines anarchistes ou quelque idéologie qui tende à détruire ou altérer la structure démocratique du gouvernement de la République », ils se regroupent au sein de l'UNO (Union nationale d'opposition) et ont le front de triompher aux élections !

Institutionnalisation de la violence

Le cycle réformisme démocratique/autoritarisme conservateur est alors brisé. L'armée a choisi la fraude électorale (malgré les résultats des élections, le colonel Molina est déclaré vainqueur) et la répression (l'université est occupée, les manifestations réprimées, le candidat de l'UNO est expulsé). L'idéologie de la sécurité nationale, « Le gouvernement et l'armée assurent la défense de l'ordre démocratique et de la nation contre la subversion communiste internationale »,

prévaut comme dans de nombreux pays de l'Amérique du Sud. La répression est confiée à la Garde Nationale, à la Policia de Hacienda, aux groupes paramilitaires.

En vertu de la loi de service territorial, la population rurale est intégrée dans l'Orden, dirigée par le président de la République et chargée d'étendre le contrôle de l'armée sur tout le pays : à chaque canton, sa patrouille, à chaque ville, son commandant, à chaque village sa milice. Des groupes para-militaires, comme l'union guerrière Blanche, sont assurés de contacts réguliers avec l'armée dans le cadre d'un organisme : l'ANSESAL (agence nationale de sécurité salvadorienne). Un arsenal juridique permet d'arrêter toute personne soupçonnée de « promouvoir des doctrines qui visent à détruire l'ordre social ». Arrestations, assassinats, tortures, enlèvements, c'est le lot quotidien du peuple du Salvador dans les années 78-79. L'élection du général Romero n'y changera rien : il parle de « dialogue national » et envoie l'armée contre le peuple.

La dernière mouture de la dictature

Le 15 octobre 1979, le général Romero est renversé par une

junte qui se présente comme démocratique et progressiste. Les colonels Jaime Abdul Gutierrez et Adolfo Arnoldo Majano font appel à 3 civils : le docteur Guillermo Ungo, secrétaire du MNR*, le Docteur Roman Mayorga Quiroz recteur de l'université centraméricaine et l'ingénieur Andino. Tous trois démissionnent, moins aveugles (ou moins complaisants) que la presse occidentale qui qualifie alors la junte de « modérée » et excuse ses crimes au nom d'un prétendu débordement par l'extrême-droite : Guillermo Ungo rejoindra le Front démocratique révolutionnaire dont il deviendra le président. Du côté des militaires rien ne va plus ; en décembre 1980, le colonel Majano se retirera d'une junte que domine de plus en plus le colonel Gutierrez, partisan d'un durcissement et soutien des groupes paramilitaires. Ce qui ne semblera guère gêner Napoleon Duarte, de la Démocratie chrétienne, qui acceptera en 1981 la fonction de président de la République.

Telle est la sinistre clique que Reagan a choisi de défendre et d'appuyer, que Giscard ne dédaigne pas d'aider économiquement et militairement.

* MNR : Mouvement National Révolutionnaire, adhérent depuis décembre 1976 de l'Internationale socialiste.

Un « Alouette III » armé de missiles pour transporter les troupes et leur ravitaillement.



SALVADOR L'EGLISE CONTRE LA DICTATURE

La position de l'Eglise salvadorienne — largement influente — et des forces politiques qui lui sont proches a sensiblement évolué depuis le coup d'Etat du 15 octobre 1979. Pendant toute l'année 1979, l'Eglise a ainsi multiplié officiellement les mises en garde au nouveau régime, réclamant notamment la mise en œuvre d'une politique de réforme et la fin de la répression.

La Démocratie Chrétienne participait dans le même temps au pouvoir. En mars 1980, plusieurs organisations chrétiennes, dont le Secours Juridique de l'Archevêché de San Salvador adoptaient une déclaration dénonçant l'escalade répressive du pouvoir. Depuis, la situation n'a cessé de se radicaliser. Le parti de la Démocratie Chrétienne, s'il continue officiellement à soutenir la junte, s'est en fait vidé progressivement : neuf des principaux dirigeants l'ont quitté en 1980, tandis que d'autres étaient carrément éliminés par les forces armées.

Dans une déclaration publiée le 15 décembre dernier, le Secours Juridique de l'Archevêché de San Salvador en vient à appeler à l'insurrection populaire et poursuit : « La répression au Salvador, qui est la plus étendue, la plus profonde et la plus cruelle qu'il ait connue dans son histoire, est avec ses milliers de victimes le fait politique fondamental qui dévoile sans aucune ombre la vraie nature du régime actuel dirigé par Duarte et Gutierrez, et la véritable portée de ses propositions ». Appelant donc à l'insurrection populaire, la déclaration lance aussi un appel aux chrétiens dans le monde :

« (...) Le premier de tous les droits fondamentaux est le droit à la vie. Quand ce droit est menacé, quand on foule aux pieds le droit pour

celui qui est attaqué de se défendre, alors — et tel est le cas du peuple salvadorien sauvagement attaqué dans son existence toute cette année comme le reconnaissent les Nations Unies — il a le devoir d'exercer son droit à la légitime défense.

Le Secours Juridique de l'Archevêché de San Salvador lance un appel à toutes les institutions démocratiques chrétiennes d'Europe et d'Amérique latine pour qu'elles ne se laissent pas abuser par les débris d'un parti éloigné du peuple salvadorien et ami des tortionnaires de ce peuple, qui avalisent politiquement les militaires responsables du meurtre systématique de la population. Au nom des milliers de chrétiens qui sont tombés assassinés au Salvador, nous demandons à vos institutions de ne pas reconnaître et de ne pas appuyer le gouvernement actuel d'El Salvador.

Nous demandons de façon urgente à tous les gouvernements de respecter la résolution de l'Organisation des Nations-Unies, afin qu'il n'y ait plus de livraison d'armes ou d'autres aides de type militaire au gouvernement salvadorien.

Aux chrétiens des Etats-Unis, nous demandons d'être vigilants pour que leur gouvernement n'apporte plus d'aide tant militaire qu'économique à ceux qui restent leurs protégés jusqu'à aujourd'hui.

Enfin, nous demandons à tous les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté du monde entier de s'unir, solidaires de la lutte juste du peuple salvadorien. Il faut détruire les racines de cette société qui engendre l'injustice et le péché et il faut arrêter l'odieux génocide qui les perpétue.

Meeting de l'AMF

L'Association des Marocains en France (AMF) organise le samedi 21 mars à 14 heures à la Mutualité un meeting pour la libération des prisonniers politiques et le retour des exilés.

La partie culturelle du meeting sera notamment animée par Chérif Alaoui, Fawzi el Aïdi, Hedi Guella et la troupe de l'AMF d'Angers.

**SAMEDI 21 MARS
14 h A LA MUTUALITE**



Salvador.
Amérique centrale
SOLIDARITE

LE NICARAGUA MENACÉ

MONSIEUR Reagan rêve. Il est jardinier. Il a rêvé de jolies plates-bandes bien nettes, bien droites. D'une Amérique forte et propre. Le grand aigle américain étend ses ailes sur l'Amérique Centrale, l'Amérique du Sud. Ses voisins lui sourient, Lucas au Guatemala Pinochet au Chili. Il se réveille tout en sueur. Là, au milieu de son beau jardin, une ombre : le Nicaragua. M. Reagan tempête et gronde, peste et menace...

La dynastie des Somoza

« Le président Somoza est un homme éduqué, qui a étudié à West Point : il est pro-américain et mérite le soutien continu de notre gouvernement » disait le sénateur Eldon Rudoy. Ainsi, la chute de Somoza fut-elle durement ressentie par les Etats-Unis.

Dès le milieu du XIX^e siècle, le regard des Etats-Unis s'est porté vers le Nicaragua. Même après le choix de Panama pour y creuser un canal stratégique, les USA se sont réservés les droits exclusifs sur la construction d'un deuxième canal au Nicaragua. Droits qui leur ont permis de disposer d'un moyen de pression sur Panama pour la révision du traité.

Un canal et des matières premières. Sous le règne de Somoza « el Viejo », de 1933 à 1956, les Etats-Unis, au gré de leurs besoins, savaient pouvoir compter sur les exportations nicaraguayennes. Seul pays

d'Amérique Centrale à ne pas être chassé gardée des compagnies bananières, le Nicaragua fournit, pendant la guerre mondiale, bois, caoutchouc et métaux. Pendant la guerre de Corée, les USA font fermer les sources d'approvisionnement traditionnelles et assignent au pays le rôle de fournisseur de coton.

Fournisseur de matières premières, gendarme de l'Amérique centrale. C'est du Nicaragua qu'en 1948, le renversement du président Figueres du Costa-Rica est organisé. C'est au Nicaragua qu'en 1954, les putschistes guatémaltèques embarquent dans les bombardiers américains qui participent au renversement du régime progressiste d'Arbenz. C'est le port de Puerto Cabezas sur la côte atlantique du Nicaragua qui sert de base de départ aux troupes d'exilés cubains vers la baie des Cochons en 1961. C'est le Nicaragua qui joue un rôle prépondérant dans le conseil de défense centraméricain, organisme anti-insurrectionnel mis sur pied par les Etats-Unis.

C'est le Nicaragua qui empêche l'essentiel de l'aide militaire américaine accordée aux dictatures centraméricaines : 3 millions de dollars par an pour l'achat d'armes, un million pour les programmes d'entraînement.

On comprend, dans ces conditions, l'entêtement de Carter à sauver Somoza. Deux mois avant la victoire du Front sandiniste, le dictateur, tout en étant invité « à réfléchir à une solution politique », est ravitaillé en munitions, soutenu par la ligne aérienne de la CIA. Tout en essayant de négocier avec le

gouvernement provisoire du Front sandiniste, les Etats-Unis continuent d'envoyer les armes à la garde somoziste. Quand le dictateur s'enfuit le 17 juillet 1979, les Etats-Unis jouent leur dernière carte : Francisco Uruceo. Il n'aura régné que 48 heures... Les Etats-Unis ont perdu : ils lâchent Somoza et semblent vouloir jouer les grands seigneurs « fair-play ». Le Congrès discute d'un prêt de 75 millions de dollars au Nicaragua libéré.

Reagan-la menace

Avec la victoire de Reagan, les ennemis de la révolution qui n'ont pas désarmé — les gardes somozistes, regroupés au Honduras, lancent des incursions meurtrières au Nicaragua ; des groupes contre-révolutionnaires assassinent des alphabétiseurs en juillet et août 1980 — se sont sentis renforcés de l'extérieur. Le 9 novembre 1980, le soi-disant Mouvement démocratique nicaraguayen, dirigé par Alfonso Robelo se rassemble dans une ville proche de Managua. Le rassemblement est interdit mais les nostalgiques du régime Somoza en profitent pour redresser la tête. Des complots visant à assassiner les dirigeants de la révolution sont découverts : dans les églises, certains prêtres mènent campagne contre l'alphabétisation ; la COSEP, organisation patronale, tente de saboter la production...

Une fois investi, Reagan va s'empresser de suspendre l'aide consentie par Carter au Nicaragua, qu'il accuse de fomenter la révolution au Salvador. Il menace et donne des délais de deux semaines pour mettre fin à l'assistance aux révolutionnaires salvadoriens, fait croiser sa flotte dans les Caraïbes et entreprend d'entraîner les Européens dans sa politique du « gros bâton ».

Le Nicaragua est menacé, le mouvement de solidarité avec ce pays doit s'intensifier.

En France, il existe un comité de coordination des Comités Nicaragua.

Bourse du Travail
Esplanade Benoît Frachon
93100 Montreuil
Tel : 858 91 82 (poste 375)

Salvador.
Amérique centrale
SOLIDARITE

GUATEMALA : ENFER DES PEUPLES



L'unité des quatre groupes de résistance armée guatémaltèques est réalisée.

A H !... Le Guatemala... le marché de Chichicastenango... Guatemala-ciudad... Les œufs de tortue ramassés au clair de lune sur les plages du Pacifique... » Franchir la frontière du Mexique, voir Tikal et mourir... Tel était, tel est encore le rêve de tout routard qui se respecte... Mourir... Depuis 1954, le peuple guatémaltèque meurt, à côté de ses touristes bardés d'appareils photos, chargés de statuette mayas « qui ressemblent, comme le disent les dépliant, au marchand qui vous l'a vendue » (voir encart).

Un peuple qui meurt de faim...

Le Guatemala est fondamentalement un pays agricole, 60 %

de ses exportations sont constituées par le café, le coton, le sucre, la banane, le cardamome et la viande. Et depuis 1970, grâce à la hausse des prix des produits d'exportation et à l'affluence massive de capitaux étrangers, le pays connaît une large croissance économique : il est aujourd'hui le 8^e exportateur parmi les 24 pays sud-américains. De quoi réjouir les latifundiaires guatémaltèques qui possèdent 62,6 % des terres cultivables, toutes consacrées à l'agro-exportation. De quoi ravir 1 % de la population ! Aux autres, minifundistes*, colonos**, la surexploitation, la misère, l'endettement forcé. A leurs enfants, la malnutrition (80 % des enfants du Guatemala en souffrent), la maladie et la mort. Aux ouvriers agricoles, des salaires de misère arrachés par la grève, comme celle de 1980, où, au prix de dizaines de morts, 50 000 travailleurs ont obtenu un salaire minimum de 3,2 quetzales* pour 8 heures de travail. Aux minifundistes, dont le tort est d'avoir des terres riches de pétrole, les récoltes brûlées, l'expulsion, les arrestations, les détentions illégales. Comme à Panzos où 100 Indiens Kerchi furent assassinés de sang-froid et jetés dans des fosses communes.

Un peuple qui meurt de la violence...

Charniers, cadavres mutilés, criblés de balles, brûlés, torturés : une moyenne terrifiante de dix disparus par jour. Tel est le bilan à l'actif de Romeo Lucas et



Un détachement de l'armée de guérilla des pauvres au Guatemala.

du haut commandement militaire. L'armée guatémaltèque est la plus forte, la mieux encadrée, la mieux entraînée, elle détient la clef de la vie politique, bénéficie d'une grande autonomie, même par rapport aux classes dominantes et de la bénédiction des Etats-Unis dont elle est le plus ferme soutien au sein de la Condeca*.

Dans son œuvre de mort, elle s'est assurée l'assistance de la police nationale de « pelotons modèles », du commando 6, du G2, de la police militaire mobile et de la garde des Haciendas, elle coordonne la plupart des groupes paramilitaires. Escadrons de la mort, armée secrète anti-communiste, Kaibiles** ; elle laisse à l'extrême-droite et aux multinationales le soin de traquer qui pourrait échapper à ses filets. La répression a fait du Guatemala le pays de la peur.

Une répression que la victoire de Reagan et ses déclarations fracassantes ont redoublée, si c'est possible. Aujourd'hui l'armée a les mains libres, si tant est que Carter les lui avait liées. Elle occupe, saccage, incendie les villages, assassine dans la rue des avocats, des prêtres, des étudiants. Reagan dénonce la tentative de subversion au Salvador ? L'armée guatémaltèque accourt : à l'est du pays elle dispose d'une caserne sur la

frontière salvadorienne ; ses troupes la traversent pour prêter main forte à la junte de Duarte, ses avions bombardent les villages du pays voisin. Pourquoi donc envoyer des marines ? Lucas est là ! Il suffit de le fournir en armes. On peut lui faire confiance... Mais Lucas a de gros ennuis.

...mais ne plie pas les genoux

L'histoire du peuple du Guatemala depuis la colonisation espagnole est un long martyre. Mais elle est aussi ponctuée de révoltes sans cesse écrasées, sans cesse renaissantes. Les descendants des Mayas se regroupent dans des comités de village pour échapper à la répression, pour lutter contre la dictature. Depuis 1979, le Front Démocratique contre la répression participe à leur organisation.

Aujourd'hui, il peut compter sur l'appui de la coordination des mouvements de résistance armée, celle du Parti guatémaltèque du travail, de l'armée guérillera du peuple, des Forces armées rebelles et de l'Organisation Révolutionnaire du peuple en armes. Celle-ci, en effet, aux mois de décembre et janvier a redoublé les actions militaires en solidarité avec le peuple du Salvador. A la répression des juntes, répond la solidarité des peuples !

* Minifundistes : petits propriétaires de terre de moins de 7 hectares.

** Colonos : ouvriers agricoles contraints au travail forcé par la loi de 1933 contre l'oisiveté dans les grands domaines.

* 1 quetzal = 1 dollar

* Condeca : commandement unifié pour l'Amérique Centrale.

* Kaibiles : commandos de paysans enrôlés de force.

En France, le collectif Guatemala, 67 rue du Théâtre 75015 Paris

affirme sa solidarité avec le peuple guatémaltèque, contactez-le, et soyez au côté de ses militants le 20 mars à la Mutualité de 18 h à 24 heures aux 6 heures pour le Salvador et l'Amérique Centrale !

Le Guatemala des touristes

Le Guatemala

Dans ce pays, le plus ancien d'Amérique Latine, hommes, plantes et bêtes sont soumis aux caprices du ciel et des volcans ! Il y a des plages de sable noir, des déserts et des forêts peuplées d'animaux extraordinaires qui ne connaissent jamais l'automne ; on célèbre encore, sur les hauts plateaux, des cérémonies d'appel à la pluie ; le maïs est une plante sacrée ; habitants, villages et paysages offrent sans cesse au voyageur un festival de couleurs, à l'image de ce fabuleux oiseau quetzal « le serpent à plume » au plumage changeant de couleurs suivant la lumière. Et quand vous achèterez bijoux, poteries, ou tissus, au marché des Chichicastenango, ne vous étonnez pas si votre marchand ressemble à une figurine observée/admirée au site archéologique de Tikal. Les Indiens du Guatemala sont les descendants directs des Mayas.

De notre
correspondant
à Lyon

VILLE NOUVELLE VIE NOUVELLE ?

2 — L'Isle d'Abeau

Une ville « bien pensée »

L'Isle d'Abeau est un tout petit village, installé sur un plateau, en plein milieu d'un grand couloir de circulation entre Lyon et Grenoble, en direction de Chambéry. Le site, très vallonné, fait de collines et d'étangs, dont l'un abrite la migration d'oiseaux sauvages, a été choisi pour l'implantation d'une «ville nouvelle». Une «ville à la campagne», voilà de quoi faire rêver plus d'un citadin. Où en est-on aujourd'hui ? La ville nouvelle a-t-elle changé la vie ?

UNE large zone a été retenue, étudiée : 33 communes font partie du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme, qui garantit une densité maximale d'habitants, et surtout le prix du terrain. Le projet porte sur une ville de 15 kilomètres de long sur 12 kilomètres de large, orientée Est-Ouest, et constituée de 5 bourgades bien séparées par la topographie des lieux, souvent construites au bord d'étangs, séparées par des bois et des zones agricoles.

Ces cinq bourgades seront fédérées par un centre indépendant, qui réunira les équipements normaux d'une ville de 200 000 habitants, ainsi que des équipements régionaux. Chaque bourgade sera constituée de quatre quartiers, eux aussi bâtis suivant la géographie, qui bénéficieront d'équipements de première nécessité : épicerie, poste, café, médecins, coiffeurs, etc. mais aussi équipements sportifs (gymnase, tennis, terrains non couverts) et scolaires. Chaque quartier a son école maternelle, primaire et un collège.

Les quatre quartiers sont fédérés par un quartier-centre qui possèdera les équipements d'une petite ville, de 30 000 habitants : cinéma, piscine, lycée, supermarché...

Des services de car relieront entre eux quartiers et bourgades.

Où en est la construction ?

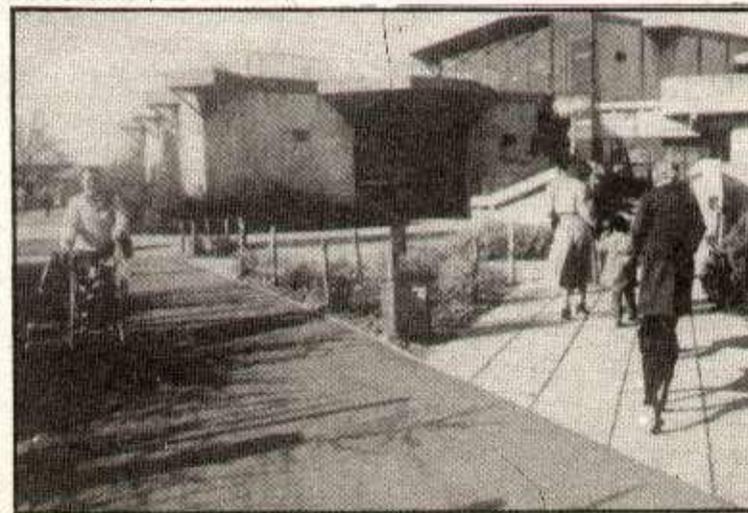
La construction de la ville était initialement prévue sur 20 ans, les logements étant construits à la cadence moyenne de 2 000 par an. Parallèlement, des bureaux et des industries devaient

être implantés en nombre suffisant pour la demande d'emploi ; ces zones d'activités industrielles sont cantonnées à l'Est et à l'Ouest de la ville nouvelle, à proximité de l'autoroute et du chemin de fer. Seules des zones artisanales seront intégrées aux habitations. Les travaux ont commencé il y a cinq ans.

En 1981, seule la construction de la bourgade de Villefontaine, à l'Ouest est véritablement entamée. Un quartier (Les Roches) est totalement achevé, un autre (Servenoble) en cours d'achèvement, et un troisième (Saint-Bonnet), dont le centre, à peine entamé, comporte un tout récent supermarché, et un lycée.

A la fin de 1980, 2 700 logements étaient occupés par de nouveaux habitants (d'autres logements terminés ne sont pas encore occupés), tandis que 3 700 emplois ont été créés dans les zones industrielles, dont certains sont occupés par des Lyonnais. Villefontaine compte actuellement 6 000 habitants en-

Le gymnase des Roches, intégré à la galerie commerciale. Villefontaine (Isle d'Abeau)



viron, mais autour de la Ville Nouvelle, hors des zones d'aménagement prévues, la population s'accroît aussi.

Qui habite la ville nouvelle ?

Environ 150 entreprises sont implantées sur la Ville Nouvelle essentiellement du tertiaire. La population de la Ville Nouvelle, dont une partie est constituée d'employés mutés lors du déplacement de leur entreprise, est formée surtout d'employés et de cadre moyens et supérieurs (65 % de la population active ; 20 % d'ouvriers). Ces emplois s'adressent essentiellement aux hommes. De nombreuses femmes sont donc au chômage.

La moyenne d'âge de Villefontaine est plus jeune que sur la région Rhône-Alpes, il y a beaucoup de jeunes couples avec des enfants.

Mais la Ville Nouvelle n'est pas accessible à tout le monde : le taux officiellement fixé de migrants étant atteint, il n'y a plus d'appartements ni loués, ni vendus aux maghrébins.

La politique du logement

Au départ, il fallait faire venir les nouveaux habitants. Aussi, pendant les deux ou trois premières années, a été menée une politique de petits prix, sur des logements de médiocre qualité : 14 millions pour une maison individuelle type F4 en 1975 !

Parallèlement étaient offertes des locations peu chères elles aussi.

Par la suite, du côté des habitants, on a assisté à un mouvement vers l'accession à la propriété, pendant que les promoteurs, eux, mettaient en chantier des logements ou maisons individuelles beaucoup plus chers (40 millions la villa) et que l'EPIDA (organisme mi-public, mi-privé qui achète et gère les terrains pour la construction de la Ville Nouvelle) mettait en vente des lotissements où des maisons particulières se sont construites en dehors de tout programme d'architecture.

Sur Villefontaine, actuellement la moitié des logements sont en accession à la propriété, avec une prédominance de l'habitat collectif.

Des subventions importantes

De par son statut de Ville Nouvelle, l'Isle d'Abeau dépend directement dans de nombreux domaines des ministères. Ce qui permet, quand en plus on est un champ d'expérience largement ouvert, de mieux plaider sa cause. En bref, le mot « subvention », sur la Ville Nouvelle, cela veut dire quelque chose : 15 millions d'anciens francs, par exemple, alloués par le ministère de la Jeunesse et des Sports à l'association Isle d'Abeau Animation, une sorte de grosse MJC qui concerne la Ville Nouvelle toute entière. Ce qui permet par exemple d'acheter du gros matériel culturel, vidéo, reprographie, et de le mettre à disposition d'associations plus petites.

L'effet de la crise

Le projet de la Ville Nouvelle avait été conçu avant 1970 et la crise est arrivée pendant la construction, avec deux conséquences :

— le rythme de construction a été ralenti, ce qui provoque notamment un manque d'équipement des quartiers, qui n'ont pas de centre, donc pas de supermarché par exemple, pas de salle de spectacles, etc.

— les emplois créés l'ont été en nombre insuffisant, et le chômage (des femmes surtout) sévit très fortement à Villefontaine.

Pour le Socialisme poursuit, ici, avec L'Isle d'Abeau une enquête sur les villes nouvelles, qui s'étend sur plusieurs numéros. Pourquoi les villes nouvelles ?

Lancées dans les années 60, en pleine période d'expansion, ces villes devaient offrir aux gens fatigués des ZUP ou des cités traditionnelles un cadre urbain mieux pensé, plus humain, plus vivable.

Avec les villes nouvelles devaient commencer disaient-on une vie nouvelle. Le plus souvent, mais pas toujours, des études préalables ont été effectivement menées sur les différents besoins à satisfaire et des efforts réels ont été consentis en matière d'équipements collectifs de toutes sortes : culturels, récréatifs, sportifs, éducatifs... un cadre matériel plus satisfaisant a été mis en place.

Et pourtant... Et pourtant la réalité quotidienne que vivent les gens qui sont venus habiter dans ces nouveaux ensembles urbains n'est pas à la hauteur de leur attente. On y rencontre souvent un malaise diffus, parfois une franche insatisfaction. Aussi comment vit-on dans les villes nouvelles ? Et celles-ci ont-elles réussi à créer un cadre d'échange, de communication entre les individus qui rende la vie véritablement différente ?

Vivre à Villefontaine...

Paradis des enfants ou miroirs aux alouettes ?

Un des gros points mis en avant a bien sûr été le thème de la ville à la campagne. Et effectivement, un soin tout particulier a été accordé à l'environnement : zones agricoles intégrées entre deux quartiers, bois et prés conservés, retraits « en naturel », c'est-à-dire, entretenus, remodelés mais restant à disposition du public : le parc du Vellein, par exemple, à Villefontaine, est complètement ouvert, des chemins y ont été aménagés ainsi que des aires de jeux et de pique-nique, tout ceci à 500 mètres des premières habitations...

Des chemins piétonniers ont été tracés autour des étangs (150 kilomètres de sentiers sont prévus à l'aménagement, ce qui ouvre la porte aux excursions et à toutes sortes de sports, depuis la pêche jusqu'au cyclisme...

Les différentes bourgades sont bâties de façon à ce qu'on ne les voie pas de la vallée, et de l'une on ne voit pas l'autre. A peu près partout, la vue donne sur la pleine campagne...

Villefontaine : royaume des enfants

Les quartiers sont ainsi faits qu'un enfant peut aller partout sans rencontrer de voitures : le centre du quartier est entièrement piétonnier, groupes scolaires et équipements sportifs en sont proches. De plus, des passerelles permettent de traverser les rues s'il en est vraiment besoin.

Pas de souci pour les parents donc, à la sortie des écoles, ou pour des trajets à l'heure des activités de leurs enfants.

Il a tout de même fallu mener une lutte pour que des solutions réelles soit apportées au problème de la garde des enfants. Une habitante raconte : « Une grande

crèche avait été prévue, mais les crédits de fonctionnement n'arrivaient pas. Des parents se sont regroupés, un peu sur le tas, nous avons manifesté, distribué des tracts, finalement la crèche a été ouverte. Elle est d'ailleurs d'une qualité exceptionnelle. Actuellement, il existe en plus une stop-garderie au centre social (gérée à moitié par les parents) et un système de crèche familiale. Bien sûr, il faut inscrire son enfant à la crèche quand on est enceinte de quinze jours pour avoir une place, mais il n'y a pas vraiment de problème. En fait, beaucoup de femmes sont au chômage, et gardent leurs enfants... ».

Des gros équipements scolaires... mais des listes d'attente

C'est frappant quand on visite Villefontaine : il y a des écoles partout, beaucoup plus que la moyenne habituelle d'autres villes où souvent, l'heure est à la fermeture des classes.

Ici, six groupes scolaires sur le total des habitations actuellement bâties. Mais cela ne va pas sans problèmes, par exemple pour les classes maternelles : « Ici, à côté de chez nous, il y a un groupe expérimental, avec pas plus de 25 élèves par classe, mais la liste d'attente est énorme : seuls les parents qui savent exactement quoi en attendre s'obstinent et inscrivent leurs enfants sur les listes toutes les années. Alors, finalement, on va sans doute aboutir à une école d'« élite », un peu... Et puis, au groupe d'en bas, la zone de recrutement est très grande et les classes sont surchargées, certaines à plusieurs niveaux... Il y a tellement d'enfants actuelle-

ment ! Sur mon quartier, j'en ai compté 30 qui auront 3 ans à la rentrée et pas de place. Mais on refuse de créer des classes supplémentaires, parce que la population va vieillir !... »

Culture et école

Malgré tout, des expériences intéressantes sont menées avec les enfants.

« Nous avons mis l'accent sur le lien culture-école pendant plusieurs années » disait le responsable d'Isle d'Abeau Animation. « Une troupe théâtrale vient très souvent dans les écoles et a effectué tout un travail auprès des enfants. Par exemple, fruit de la collaboration entre les enseignants et divers artistes, de musiciens à écrivains, les enfants ont peint des fresques sur les murs de Villefontaine ». Fresques belles et expressives, qui marquent effectivement l'appropriation par les enfants des murs de leur ville.

Beaucoup d'activités

L'important équipement sportif permet de nombreuses activités sportives, pour lesquelles les habitants se sont regroupés en associations et ont élaboré des statuts adaptés : cotisations proportionnelles au quotient familial, recherche de professeurs peu chers, refus de la prédominance de la compétition.

La proximité des gymnases ou terrains aide à la pratique d'un sport : « Nous n'aurions jamais refait de sport si nous n'étions pas venus ici » disait un couple qui pratique plusieurs disciplines.

De même la proximité du centre social et la qualité de l'équipement (subventions, subventions...) permet de nombreuses activités pour parents et enfants, mais il se pose tout de même quelques problèmes, puisque parfois les activités s'arrêtent, faute de responsables...

Suite à une forte demande des habitants, des zones intégrées aux quartiers ont été réservées pour des « jardins familiaux », petits lopins que l'on peut louer et cultiver. Ils sont équipés de petites huttes (1 pour 2 jardins), d'eau et de toilettes, par la collectivité.

Mais qui en bénéficie ?

Effectivement, il y a sur la Ville Nouvelle des possibilités bien plus grandes qu'ailleurs de pratiquer un sport, de participer à la vie associative, et même de militer syndicalement. Ainsi l'UL-CFDT s'est bien développée : 9 bases nouvelles en deux ans. Des batailles ont été menées et gagnées par des associations existantes ou formées pour l'occasion. La municipalité, de gauche (il n'y avait même pas de liste de droite aux dernières élections), prête une oreille attentive aux revendications même si elle se fait parfois prier pour les accorder...

Schéma d'urbanisme de la Ville Nouvelle

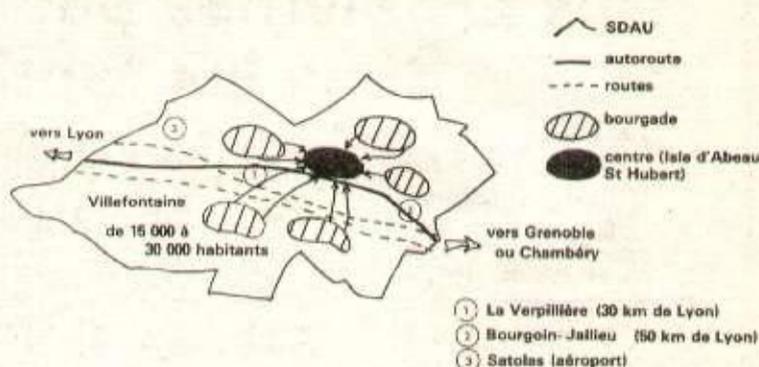
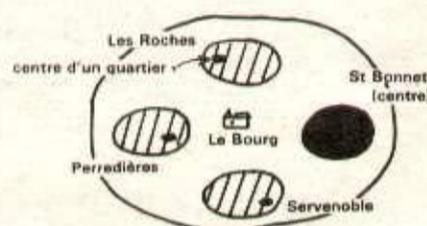


Schéma d'urbanisme de Villefontaine



Seulement, qui prend en mains toute cette vie, qui y participe ? Ecoutez un jeune couple, qui vit à Villefontaine depuis le début (5 ans) : « Villefontaine, c'est idéal pour les enfants ; nous en avons deux et nous profitons à fond des avantages de la Ville Nouvelle, aussi bien pour eux, que pour nous. Mais par exemple, pour organiser, participer aux activités des week-end, il faut aller aux réunions de la semaine : ceux qui travaillent sur Lyon ne peuvent pas y aller, et souvent restent chez eux le week-end entier.

Et puis ce sont toujours les mêmes qui font tourner les associations. Au début, beaucoup de gens sont venus attirés par des possibilités ouvertes : des écologistes, des gens actifs, des gens qui voulaient « faire quelque chose », même des médecins pratiquant des médecines douces, se sont retrouvés et se sont investis à fond. Mais, ils n'ont pas été renouvelés, ils s'essouffent maintenant, et par exemple, le centre social a cessé ses activités pour 15 jours, ces temps-ci, parce qu'il n'y avait pas le quorum nécessaire à l'assemblée générale... Les gens qui participent à des activités sont toujours les mêmes. Il y a eu un concert il y a peu, on a fait venir Michèle Bernard : eh bien, on était 150, et je connaissais chaque personne !... »

Alors, pour vivre bien dans la Ville Nouvelle, faut-il sortir de chez soi chaque soir pour une réunion ? Il semble qu'en fait, toute la vie de Villefontaine tourne autour d'un noyau de personnes prêtes à fournir beaucoup d'efforts, mais que cette vie-là ne touche qu'eux.

Ceux qui travaillent à Lyon (50 % à Villefontaine) sont facilement exclus des activités organisées, de même que les chô-

meurs, les adolescents, et tous ceux qui se sont laissés prendre au piège de la publicité, qui sont venus pour mener une vie paisible à la campagne, et se reposer le soir...

L'Isle d'Abeau : miroir aux alouettes ?

Au début, les habitants nouveaux venaient soit pour essayer de créer « une vie nouvelle dans une ville nouvelle », soit tout simplement parce que leur entreprise venait de s'implanter à l'Isle d'Abeau. Pour ceux-là, les pionniers, un premier problème important a été le coût de la vie. Pensez donc, quelle aubaine pour les commerçants ! Des centaines de clients nouveaux, pour lesquels le plus proche supermarché est à plus de 30 kilomètres ! Les prix à Bourgoin-Jallieu sont 25 % plus élevés qu'à Lyon ! Et alors que Villefontaine est habitée depuis 5 ans, le premier supermarché, enfin imposé aux commerçants (qui ont refusé Carrefour, car ses prix étaient trop bas) a été ouvert il y a deux mois.

Le piège de l'habitat

Et puis, beaucoup sont venus aussi parce qu'on leur offrait des logements à petits prix, mais aussi de petite qualité souvent... comme dans le quartier de Chalendon, à Saint-Quentin, où se sont retrouvés des habitants de la ZUP des Minguettes. Que dire de la promiscuité de ces maisons individuelles, regroupées en patio, qui possèdent bien un bout de pelouse, mais aussi la vue sur les fenêtres de chaque voisin...

Place des Roches — Villefontaine (Isle d'Abeau)



Des problèmes peu communs dans les familles

Témoignage d'une travailleuse sociale de Villefontaine

► Y a-t-il plutôt plus ou plutôt moins de problèmes qu'ailleurs ?

Il n'y a pas forcément plus de problèmes, mais ce ne sont pas les mêmes. Au niveau du service d'aide municipal, par exemple, il y a des familles qui ont de grosses difficultés financières, mais pour lesquelles ce n'est que le symptôme d'autres problèmes.

Beaucoup de familles, de couples sont venus, par exemple, croyant qu'ici leur vie changerait, que les problèmes de fond se résoudraient. Mais c'est complètement faux ; beaucoup de divorces se produisent chez les nouveaux habitants de Villefontaine, déçus dans leurs espérances de vie libre. Leur mécontentement s'aggrave, entre autres à cause du chômage. Que de femmes ai-je entendu dire : « Au moins, en ville, il y avait un centre, les magasins... ». Ici, pour une chômeuse, c'est la ville vide toute la journée.

► Il y a pourtant le centre social, des activités...

Oui, c'est sûr. Mais les gens viennent et réagissent en consommateurs. Ici, il faut

se bouger, tout construire soi-même. Si on n'en a pas la capacité, si on a des difficultés à s'intégrer, plus rien ne va.

Les problèmes que je côtoie le plus couramment, c'est la déprime et les divorces. Au point que les centres sociaux ont édité une brochure décrivant les démarches à suivre pour le divorce, tellement la demande était grande.

Et souvent, ces problèmes de déprime provoquent des problèmes d'argent, car on dépense à tort et à travers pour compenser.

► Y a-t-il beaucoup de familles en rupture de paiement par rapport aux organismes officiels ?

Il y en a un assez grand nombre par rapport à la population. Il y a deux sortes de problèmes :

— le cas des familles dépressives que je viens de décrire, qui ne paient plus leur loyer par exemple, ou l'électricité ou l'eau...

— le cas de familles modestes qui ont été piégées par l'APL. J'ai vu par exemple une famille de trois enfants, le père travaillant seul (3 500 francs par mois) qui avait des

traitements de 2 500 francs par mois, ramenés à 1 000 francs par l'APL. Seulement, les années suivantes, l'APL a diminué car son plafond est constant, et ils en sont à des traites de plus de 1 800 francs par mois, presque la moitié du salaire. Dans cinq ans, des traites de 2 000 francs ? Comment peuvent-ils payer ?

► Y a-t-il, à votre niveau, d'autres problèmes plus « classiques » ?

Il y a le problème des adolescents par exemple, qu'on a arrachés à leur environnement, à leurs copains, ou à leur bande... rien n'est prévu pour eux.

Mais pas de problème particulier, par exemple, avec la population immigrée, que d'ailleurs on limite actuellement. Une précision tout de même : avec la politique des prix bas, se trouve rassemblée sur Villefontaine une population plus assistée qu'ailleurs, parce que beaucoup de ceux qui étaient déjà assistés auparavant ont été envoyés là.

Et puis le chômage a créé beaucoup de problèmes. Ceux qui travaillent en ont beaucoup moins.

Que dire aussi du piège de l'APL, généreusement accordée à de nombreuses familles aux faibles ressources, qui voyaient là la possibilité de réaliser ce rêve incroyable : avoir une maison à soi, pas de problèmes avec le régisseur ni avec les voisins à cause des enfants... Etre à la campagne, se promener aussi souvent qu'on en a envie !

Hélas, si l'APL réduit considérablement au départ les mensualités de la maison, son plafond n'augmente pas au cours des ans, et chaque augmentation de salaire, si minime soit-elle, la fait diminuer... Beaucoup en sont à ne plus pouvoir payer l'EDF. Des locataires, déjà, sont en rupture de paiement de leur loyer HLM. Profiter de la campagne dans ces conditions... ?

Le chômage omniprésent

Les entreprises qui sont venues, ont bien souvent amené avec elles leur personnel ; d'autres effectuent un essai d'implantation : on leur loue un terrain qu'elles pourront par la suite

acquérir, si le site leur convient. De plus, le programme d'implantation de ces entreprises, même s'il reprend actuellement son rythme normal, a connu beaucoup de retard au départ.

Tout ceci, plus la crise qui développe partout chômage et intérim, contribue à ce qu'à Villefontaine, le chômage soit partout présent.

Les femmes surtout : celles qui ont laissé leur travail pour suivre leur mari, muté ; celles qui sont venues attirées par l'éventail de possibilités de la Ville Nouvelle y compris pour leurs enfants, et qui sont aujourd'hui confrontées à la vie chère et au manque de transport : comment chercher du travail, alors que le service de car, bien qu'amélioré, ne permet de se rendre aisément à la zone industrielle que le matin de bonne heure et pour toute la matinée, qu'il faut 45 minutes pour se rendre au centre de Lyon et une heure ensuite pour gagner les banlieues où se trouve le travail. Pour ceux qui n'ont pas ou plus de voiture, le transport est un véritable problème.

Au terme de cette approche d'une ville nouvelle, il semble

que si, pour une partie de la population, les possibilités ouvertes sont grandes et variées, les problèmes qui se posent à la plupart des habitants restent les mêmes qu'ailleurs : le chômage augmente et l'emploi a tendance à se déplacer sur Lyon ; des problèmes de transports dès qu'on n'a pas de voiture ; la vie chère ; le retard à la construction, donc pas d'aménagements (pas de supermarchés, pas de salle de spectacles...) ; les impôts locaux qui augmentent de 25 % cette année ; le vieillissement de la population première qui engendre des problèmes scolaires ou d'adolescents...

« Au départ, il y avait un dynamisme dingue », disait une habitante. Ce dynamisme a disparu. Les problèmes se sont montrés.

A Ville Nouvelle, vie nouvelle ? Il ne semble pas vraiment. Bien sûr, le projet était alléchant, et certaines expériences ne manquent pas d'intérêt. Mais sous le poids de problèmes qu'on trouve partout, et des déceptions accumulées, les plus enthousiastes sont devenus sceptiques. C'est qu'il n'est pas si facile, apparemment, de faire surgir une vie nouvelle de toutes pièces... ■

MAIS OÙ SONT PASSÉS LES LECTEURS DE LIBÉRATION ?

Par François NOLET

42 000 ventes en moyenne, plus 3 000 abonnés, tel était le chiffre moyen de vente du quotidien *Libération*. Vers quels titres se sont reportés ses lecteurs ? Il n'est pas possible pour l'instant d'avoir une impression globale sur l'ensemble de la France, les chiffres des ventes en province n'étant pas encore connus. On dispose en revanche des chiffres sur Paris-Surface (c'est-à-dire Paris *intra muros*, à l'exclusion des métros et kiosques de gare). Sur cette aire, *Libération* vendait en moyenne 14 000 exemplaires.

Les chiffres de vente des quotidiens, tels que les différents titres nous les ont fournis, font apparaître que la suspension de parution de *Libération* n'a pas d'incidence sur la vente de la presse Hersant (*Figaro*, *France-Soir*, *L'Aurore*), ni sur celle du *Parisien Libéré*. Pas davantage sur celle de *L'Humanité*, qui dans les dernières semaines, nous dit conserver un chiffre de vente stationnaire sur Paris-Surface, entre 15 000 et 16 000 exemplaires.

Avec une pointe de 18 000 le lendemain de la suspension de *Libération*, mais sans rapport avec cette suspension : cette pointe correspond à la tentative de putsch en Espagne, à l'occasion duquel l'ensemble de la presse observe une hausse de ses ventes.

Pas de hausse sensible non plus sur la vente du *Monde*, qui constate, au-delà des variations quotidiennes, une relative stabilité de ses ventes dans les dernières semaines.

Ainsi le chiffre de vente du *Monde* est-il identique (aux alentours de 119 000) le lundi de la dernière parution de *Libération* et le lundi suivant. Sur une période un peu plus longue, le *Monde* constate un certain accroissement de ses ventes, mais l'attribue plutôt, avec quelque vraisemblance, à l'accélération de la campagne électorale.

Assez logique

Alors où sont-ils passés ? *Le Matin* voit une progression de ses ventes de l'ordre de 2 000 exemplaires en moyenne sur les semaines qui ont suivi l'arrêt de la parution de *Libération*, parvenant ainsi à une vente de quelque 30 000 exemplaires sur Paris-Surface. *Le Quotidien de Paris* constate pour sa part une augmen-

tation de ses ventes de 1 500 exemplaires en moyenne, ce qui l'amène à 10 000 exemplaires vendus sur Paris. Cette augmentation des ventes du *Quotidien* ne provient pas nécessairement en totalité des anciens lecteurs de *Libération* nous dit-on au *Quotidien*, où l'on nous précise qu'un effort de publicité pour le titre a été fait ces dernières semaines, et peut expliquer une partie de la hausse des ventes. De même, les problèmes de la presse Hersant ont pu jouer un rôle (la non-parution de *L'Aurore* pendant deux jours a fait légèrement hausser la vente du *Quotidien*). Il est donc probable que la suspension de *Libération* n'explique qu'une part de l'accroissement des ventes du *Quotidien*. Celui-ci ne néglige d'ailleurs pas ces lecteurs potentiels, accordant une large place aux informations relatives à l'avenir de *Libération* (interview de Serge July, compte rendu exhaustif de la conférence de presse de la CGT sur la question, annoncé à la une, sans pourtant que le journal apporte d'information exclusive).

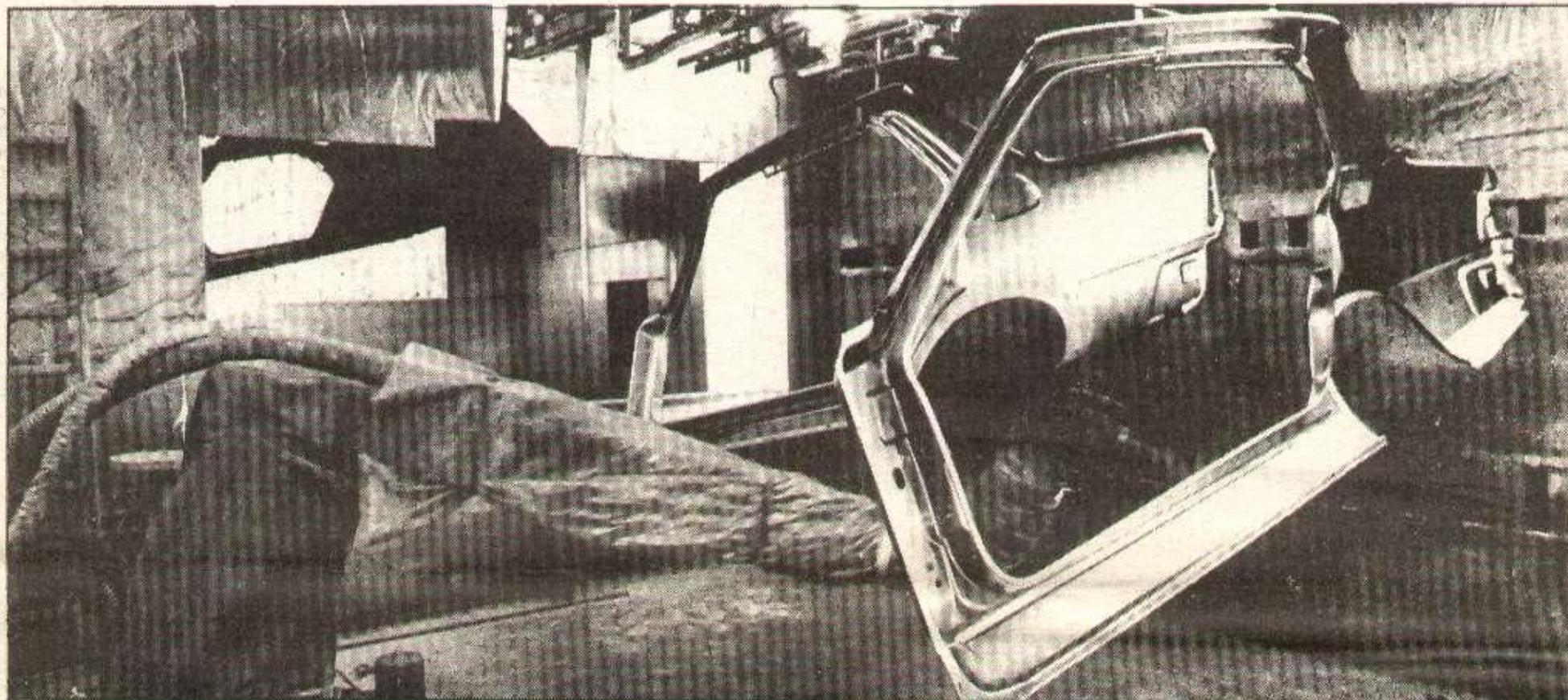
Ainsi, c'est essentiellement *Le Matin*, et secondairement le *Quotidien de Paris* qui auraient bénéficié de la suspension de *Libération*. Ce qui est assez logique, si l'on prend en compte le fait que les lecteurs de *Libération*, au-delà de leur diversité politique, présentent quelques traits communs, tels que ceux de se définir en négatif à la fois contre la droite la plus avouée, et contre le PCF.

10 000 manquants à l'appel

Ceci dit, nous n'avons pas toujours retrouvé les 14 000 lecteurs du départ. Car la progression des ventes de ces deux titres représentés, au plus, 4 000 de ces lecteurs. Comment rendre compte de la disparition des autres ? Sans doute les lecteurs restants de *Libération* se sont-ils partagés en deux attitudes : celle du lecteur fidèle qui s'identifiait à son journal au point de ne pas en acheter d'autre, celle aussi du lecteur qui achetait déjà un second quotidien, en plus de *Libération*, la disparition du titre n'ayant pas dans ce cas d'incidence visible sur la vente d'autres titres. ■

L'AUTOMATISATION, UNE NOUVELLE REVOLUTION INDUSTRIELLE ?

Conférence-débat
avec
Benjamin Coriat



Le robot-peintre en action ; il répète le geste humain mémorisé.

Benjamin Coriat, enseignant à Paris VII étudie depuis plusieurs années l'évolution de l'organisation du travail dans différentes branches industrielles et ses effets sur la classe ouvrière.

Au moment où le pouvoir nous dessine un « modèle japonais » où le microprocesseur serait roi, comment « s'automatise » l'industrie française ? Quelles sont les conséquences de cette automatisation sur le travail et l'emploi ? Tel était le thème de cette première soirée du GERM, soirée introduite par Benjamin Coriat. Daniel Richter, délégué CFDT à Renault-Flins contribua lui aussi largement à l'animation du débat.

POUR saisir toute l'étendue du problème de l'automatisation aujourd'hui, l'exposé de B. Coriat s'est avéré particulièrement utile.

Processus et série

Les industries concernées par l'automatisation se partagent en deux grandes familles : les industries de processus et les industries de série.

Les premières sont ainsi nommées parce qu'elles mettent en œuvre à l'échelle industrielle des chaînes de réactions physico-chimiques, et développent donc

des processus non commandables directement. Pour ces industries, apparues après la seconde guerre mondiale — pétrochimie, cimenterie, nucléaire, une partie de la sidérurgie — l'automatisation est une condition d'existence. Toutes les opérations sont assurées par un ensemble d'automates capables, grâce à des capteurs, d'enregistrer l'évolution des réactions et de fournir en continu ces informations aux ouvriers. Ces derniers ont alors pour rôle d'analyser la signification de ces informations et de prendre des décisions nécessaires à la conduite des réactions. Dans certaines de ces industries l'automatisation

est entrée dans une nouvelle phase : celle des calculateurs, qui, sur la base de programmes préétablis, sont théoriquement capables de prendre des décisions.

En ce qui concerne les industries de série, le problème est totalement différent : il s'agit de créer des outils capables de reproduire les gestes d'ouvriers, de se substituer à ces derniers. Ces industries : automobile, électro-ménager, électronique, etc., emploient beaucoup plus de gens que les industries de processus. Elles entrent dans une nouvelle étape d'automatisation dont il convient de mesurer la portée.

A la chaîne, on préfère des automates aux robots

Les robots, ensembles mécaniques à « musculature hydraulique », sont pourvus d'un « cerveau » capable de saisir des informations et de prendre éventuellement des décisions, par exemple pour rechercher les pièces qu'il usine. La trompe du robot-peintre fabriqué par Renault reproduit les gestes de l'ouvrier pistoletteur, après les

Par Didier DELORME

avoir « mémorisés ». Impressionnant sans doute ; cependant de tels robots ne sont pas des surdoués : par exemple aucun robot n'est capable de puiser des pièces mises en vrac dans une caisse. De plus les parties mécaniques et hydrauliques s'accoutument très mal de la complexité des gestes à reproduire.

Outre ces robots, l'automatisation dans les industries de séries fait intervenir deux autres types d'appareils : l'automate programmable, qui, incapable de s'adapter à un « environnement complexe », répète toujours le même mouvement et les machines programmées, simples machines-outils dont on a automatisé le déroulement des opérations. En raison du coût et des limites des robots, les Suédois préfèrent ainsi recourir systématiquement à ces automates programmables de conception plus simple mais qui peuvent être connectés à différentes machines dont ils assurent l'approvisionnement en pièces. A l'image de ces automates chargés de gérer la circulation des pièces entre les machines, l'impact de l'automatisation dans les industries de série, tient beaucoup plus à la complémentarité entre robots,

automates et machines programmées qu'aux performances des robots « universels ».

Les effets de l'automatisation

Des effets de l'automatisation, on ne retient trop souvent que les suppressions d'emplois. Il ne s'agit pas de nier que le patronat cherche à réduire les effectifs en automatisant la production : à Flins dans les cinq années à venir la Régie réduira le personnel de 25 % tout en augmentant la productivité grâce à la mise en service de dizaines de robots.

Toutefois les effets sur le travail sont tout aussi importants. De nouveaux métiers se créeront pour la fabrication et la maintenance des appareils automatiques. Mais ces mêmes appareils rendront sans grande « valeur » nombre de métiers classiques comme celui de fraiseur par exemple. Par ailleurs se constituent des équipes de travail à savoir « maison », savoir non attesté par un diplôme, très dépendant des techniques propres à telle entreprise et donc peu reconnu. Enfin l'automatisa-

tion, dont la mise en place et le suivi sont souvent assurés par des entreprises extérieures, développe la sous-traitance.

Pour présenter ces effets dans toutes leurs nuances, D. Richter citait l'exemple de Renault. La robotique n'y est pas la seule dévoreuse d'emplois : par la simplification des opérations, la Régie peut parvenir assez vite à ses fins. Elle a par exemple, en changeant de procédé de peinture, supprimé l'opération de grattage des bavures. Par ailleurs, sous la pression de la concurrence, la lutte pour la qualité entraîne en fait une nouvelle répartition des effectifs plutôt que leur diminution. Enfin, il ne faut pas oublier qu'en elle-même l'automatisation a des effets très positifs en supprimant les travaux pénibles : le choix de la Régie de commencer par automatiser l'atelier de peinture n'a pas été maladroit.

La précarisation de l'emploi

Quelles que soient les situa-

LE G.E.R.M.

Récemment constitué, le GERM (Groupe d'Études et de Recherches Marxistes) est une association qui se fixe pour objectifs de développer l'étude, la recherche, la réflexion et la discussion à propos du marxisme.

Le GERM envisage de mettre en place progressivement diverses activités : constitution de groupes d'études, organisation de colloques... A travers ces initiatives, le GERM vise à associer ceux qui, dans différents domaines (philosophie, politique, histoire...) poursuivent une réflexion, ont engagé des travaux qui peuvent apporter une contribution au travail de rénovation du marxisme qui apparaît de plus en plus nécessaire aujourd'hui.

C'est dans cette perspective et pour alimenter la confrontation, le débat d'idées, que le GERM organise régulièrement des soirées-débats avec la participation de chercheurs, de personnalités politiques, d'historiens, d'universitaires...

Parmi les prochaines soirées-débats organisées par le GERM, citons : un débat avec Hugues Portelli, professeur de sciences politiques à Paris X sur son livre *Le Socialisme français tel qu'il est* ; un débat avec les auteurs du livre *France de gauche, vote à droite* ; les sociétés d'Europe avec Jiri Pálikan, ancien membre du comité central du Parti Communiste de Tchécoslovaquie lors du printemps de Prague en 1968 ; un débat avec Robert Linhart à propos de son livre *Lénine, Taylor et les paysans* ; et avec Yves Lequin, historien, un débat sur histoire, mémoire de la classe ouvrière.

tions particulières cependant, l'automatisation introduit de nouvelles divisions entre les travailleurs. Si l'automatisation offre des possibilités de requalification pour certains ouvriers, précise B. Coriat, elle crée surtout un volant d'intérimaires en déqualifiant ou en sous-traitant des emplois. Cela permet à la direction d'effectuer un marchandage à deux niveaux : avec les uns on pratique le chantage à la formation, avec les autres le chantage à l'emploi.

Avec l'automatisation, le patronat ne vise-t-il pas cet objectif : précariser l'emploi ? Au départ, et l'exemple de Renault le montre bien, la précarisation n'est pas liée à l'automatisation. D'une manière générale celle-ci ne conditionne pas le développement de l'automatisation. En revanche deux autres objectifs se dessinent. L'automatisation transforme la vie de l'atelier : ces ouvriers sont moins nombreux, organisés en petites unités, ils sont plus étroitement liés à la maîtrise, certains d'entre eux se voient confier de nouvelles responsabilités. L'automatisation abolit les usines structurées en vastes unités. D'autre part, le patronat cherche à court-circuiter les syndicats. Ainsi la direction des cimenteries Lafarge, en modernisant son outil de production, expliquait B. Coriat, a mis en place des structures de concertation permanentes pour doubler les structures syndicales.

Au bout du compte, si le patronat automatise, c'est avant tout, semble-t-il, pour améliorer la productivité et casser les collectifs ouvriers. Il s'agit de briser la résistance aux licenciements forte des acquis de 1968.

Technique et société

D'une façon générale, et notamment pour les sociétés capitalistes, est-ce la technique qui modifie les structures de production ? A priori l'automatisation vise à renforcer la productivité. Y parvient-elle ? La question mérite d'être posée si l'on prend en compte tous les coûts entraînés par la mise en place des automates. Ainsi telle entreprise qui fabrique des pièces d'avions, après avoir largement automatisé sa production et remplacé les OP par des O.S. a dû faire machine arrière. Les O.S. ne connaissant pas les processus de fabrication, à la moindre défaillance, la direction était contrainte de recourir à des entreprises extérieures : les OP furent rappelés par lettre recommandée. Cela montre d'une part que le savoir ouvrier reste stratégique dans la production et qu'à bien y regarder les gains de productivité liés à l'automatisation ne sont pas toujours décisifs.

On ne saurait cependant généraliser cette conclusion : l'automatisation en est à ses débuts et néanmoins offre de réelles possibilités d'accroissement de la productivité. C'est dans ce but que le patronat modifie, à la faveur de l'automatisation sa façon d'exercer son contrôle sur

les travailleurs : sur certaines machines, des microprocesseurs enregistrent toutes les caractéristiques du travail effectué. Le contrôle peut ainsi porter aussi bien sur l'efficacité, l'habileté que le rythme de travail de l'ouvrier.

Dilapidation et reconnaissance du savoir ouvrier

Pour automatiser la conduite d'un four, une entreprise avait mobilisé toute une équipe de techniciens et d'ingénieurs. En dépit de la complexité du programme établi pour diriger les opérations, les résultats furent médiocres. C'est alors qu'un ingénieur décida d'observer et de noter quinze jours durant tous les gestes, toutes les « astuces » du fondeur qui avait l'habitude de surveiller le four. Quand toutes ces indications furent introduites dans le programme, le four automatique fonctionna parfaitement : il avait mémorisé des années de savoir ouvrier. Imaginons que la robotique supprime ainsi nombre d'emplois, alors apparaît le risque d'une dilapidation du savoir ouvrier. De plus les programmes ainsi mis au point pourront être largement commercialisés. Il s'agit dès maintenant de mesurer tout l'enjeu que peut constituer ce savoir pour l'indépendance nationale.

Cette reconnaissance du savoir ouvrier, quelle hiérarchie implique-t-elle ? Est-il juste qu'autant de prime soit accordée à l'ancienneté ? B. Coriat devait mentionner à ce propos l'attitude des syndicats italiens qui admettent une hiérarchie fondée sur le savoir pour appuyer les revendications à la reconnaissance du métier.

D'un autre côté la formation des jeunes travailleurs change profondément. Il y a quelques années, Renault formait dans sa propre école des ouvriers en les préparant au CAP. Du CAP on est passé au BEP ; maintenant cette école assure l'enseignement jusqu'au bac. Et pourtant, faisait remarquer l'intervenant, les élèves ont conscience d'être les ouvriers de demain. Ces transformations dans la formation ne changeront-elles pas l'identité de la classe ouvrière ?

Un enjeu capital

Les interventions ont été trop nombreuses pour qu'on puisse toutes ici les évoquer. Pourtant un des principaux mérites du débat et en premier lieu l'exposé de B. Coriat aura été de montrer que ces interrogations ou ces réponses restent insuffisantes en regard de l'importance des transformations de l'organisation du travail en cours actuellement. Aujourd'hui se creuse l'écart entre la réalité du travail et nos analyses qui trop souvent datent de la révolution mécanicienne. Ne pas les résorber c'est s'interdire de tracer la perspective d'une société socialiste en France. ■

TEMOIGNAGE DE L'INTERIEUR D'UNE LUTTE

« Le dos au mur » de Jean-Pierre Thorn ; la lutte des Alsthomiens de Saint-Ouen en octobre-novembre 1979

QUELQUES films ont été réalisés sur des luttes ouvrières ces dernières années. Pour être objectif et tout en partant d'un a priori favorable, il faut bien reconnaître que les résultats ont été, en général, disons, inégaux. Les intentions sont bonnes, la volonté de servir réelle ; mais ça ne suffit pas toujours...

Le dos au mur, l'histoire de la lutte en 1979 des alsthomiens de Saint-Ouen, c'est différent. D'emblée, on a voulu se débarrasser des clichés faciles, des schémas simplistes. Hé non, on n'a pas à faire à ces ouvriers « tout beau », muselés, empêchés de s'exprimer par quelques bonzes syndicaux corrompus. La réalité est infiniment plus complexe. Le gros mérite du film de J.P. Thorn justement, c'est de contribuer à la montrer dans sa complexité, dans ses contradictions. Et surtout, d'essayer de la comprendre, d'en saisir les évolutions.

Bien sûr, au travers de quelques monologues parfois un peu longs, on devine encore la tentation de s'en remettre au spontané. Mais là n'est pas l'essentiel. Le film est résolument axé sur la réflexion, sur la recherche de la compréhension des événements.

Octobre 1979. Après Belfort, l'usine Alsthom de Saint-Ouen est occupée par les travailleurs. Elle le sera sept semaines. Les acquis revendicatifs ne seront pas en rapport malgré une lutte dure, imaginative, démocratique. Dès le premier jour, et jusqu'à la reprise du travail, l'équipe de J.P. Thorn se relayera sur le terrain, dans l'usine, avec les grévistes dans leurs actions extérieures, quand ils font face aux flics, quand ils coincent des représentants de la direction, quand ils débattent en AG, quand le comité de grève se réunit. La lutte, on la voit vivre ses 43 jours d'occupation ; intensément. Sans tableau idyllique mais en décrivant la fraternité de combat, la rage de se battre.

Qu'est-ce qui les a motivés les alsthomiens, pourquoi ont-ils lutté de cette manière, que penser des résultats de leur mouvement... bref, comment ça s'est passé dans les têtes, et qu'est-ce qu'on peut en tirer comme leçons pour les prochaines ? Le film ne prétend pas faire le tour de toutes ces questions. Simple-ment, il apporte des éléments

A Paris (à partir du 25 mars) au Cinéma Saint-Séverin, 12 rue Saint-Séverin (5^e). En banlieue : Rex (Chatenay-Malabry), La Lucarne (Créteil), Georges Sadoul (Levallois), La Lanterne (Courbevoie), CAC Les Gêmeaux (Sceaux), MJC (Fresnes).

déjà un peu réfléchis. Et puis il tente une prospection sur l'avenir ; il essaie — ce n'est pas son moindre mérite — de poser les questions fondamentales de notre société et de la possibilité de sa transformation. Gérard est représentant de son atelier au comité de grève. Il ne se reconnaît pas très bien dans les syndicats, ni dans « les modèles de société » ; il ne sait plus très bien : « *Où n'a vraiment plus d'avenir, on n'a plus d'horizon, on n'a plus de modèle. Et bon... ben... c'est ce qui fait un peu le dégoût de tout : on ne veut pas se battre pour rien. Alors on va se battre pour 35 h et pour un 13^e mois* ». Ils sont pas mal comme lui ; pas seulement désorientés mais aussi réfléchissant, cherchant, accueillant avec méfiance les discours et les prêches trop bien ficelés. Le film montre ces débats, ces refus, ces aspirations qui traversent la lutte, les syndicats, les militants, les travailleurs. Il parvient à sortir des sentiers battus d'un certain cinéma militant, il s'intéresse à la réalité, à ses multiples facettes, à sa complexité. Il invite à la réflexion, au débat ; ce n'est pas rien que d'y parvenir.

Est-il besoin de préciser que *Le dos au mur* n'est pas parfait qu'il souffre de quelques longueurs, qu'un certain nombre d'appréciations qu'il suggère méritent d'être sérieusement discutées ?

Quelques retardataires incurables aux prétentions hors de propos n'ont pas manqué de distribuer les épithètes à la volée du haut de leur clocher. La cause est entendue, ce film est « défaitiste », il ne montre pas « la grande classe ouvrière qui va de l'avant... ». Laissons-les à leurs chimères. La démarche de J.P. Thorn vaut d'être soutenue. Son film est un film de lutte, de débat, un film politique sur une lutte ouvrière à travers laquelle il a voulu saisir à un moment donné un certain nombre de caractéristiques marquantes de la période. L'expérience personnelle du réalisateur n'est sans doute pas étrangère à cette saisie : de 1972 à 1978 J.P. Thorn a travaillé à l'Alsthom Saint-Ouen ; il y a milité à la CFDT pendant cinq ans. Oui bien sûr, cela ne suffit pas pour se faire un point de vue complet sur tous les problèmes ; mais ça aide bien quand même.

G.P.

CARTE SCOLAIRE 1981 : L'INQUIETUDE

Le 21 février dernier, Raymond Barre inaugurerait la nouveau rectorat de Lyon, en présence de Beullac et de Saunier-Séité. Au Recteur Niveau, qui avait affaire depuis quelques semaines à toute une série de grèves et de manifestations concernant presque tous les établissements de la région, il indiquait : *« Restez ferme devant les demandes, souvent démagogiques, qui vous assaillent, car vous savez que les temps de facilité sont révolus et que chaque Français doit apporter aujourd'hui sa contribution à l'effort que les circonstances internationales réclament de nous. »* Cela complétait la phrase qu'il venait de lancer : *« Les recteurs sont aujourd'hui des chefs d'entreprise ».*

Par Monique CHERAN

AUSTERITE et redéploiement, tels sont les deux maîtres-mots pour la mise en place de la carte scolaire 1981. On a parlé de *« strict maintien des moyens »*, pour le budget de l'Éducation nationale. En fait, plusieurs centaines de postes d'enseignants vont être supprimés, tant dans le primaire que le secondaire. Pour le secondaire, c'est la première fois que l'attaque est aussi directe. Jusqu'à présent, les choses se faisaient de façon plus sournoise, en général à l'occasion de la mise en œuvre de la « partition », autrement dit la séparation, dans les établissements distincts, des classes de la 6^e à la seconde, et des premières-terminales. Il y avait alors quelques suppressions sournoises.

«Surdoté»

Cette fois, c'est net. Sur Paris, par exemple, le recteur a annoncé, pour le second degré, 87 postes supprimés, et 90 postes transformés en postes à complément de service. Pour les LEP, 55 postes provisoires, occupés depuis plusieurs années par des maîtres-auxiliaires seront transformés en postes budgétaires, ce qui signifie l'élimination de 55 maîtres-auxiliaires, et 8 seront supprimés. Pour le premier degré, l'objectif avoué est de supprimer 80 postes. Sur l'académie de Lyon, les pertes sont également très élevées (maternelles : 61 ; primaire : 153 classes ; secondaire : 156 postes supprimés).

Quelles sont les raisons invoquées par les autorités ? Sur Paris, on argue que la capitale serait *« surdotée »*, et que la *« moyenne est bonne »*. Mais que veut dire cette moyenne ? Bien sûr, si on compare avec la banlieue, Paris est *« surdoté »*.

Mais il existe des différences très importantes selon les arrondissements : si l'on prend le 18^e, le 19^e, le 20^e, dont la population avoisine pour chacun celle d'une ville comme Grenoble, ces arrondissements sont plutôt sous-dotés : il n'y a qu'un lycée classique dans le 20^e, et très peu de lycées techniques dans ces trois arrondissements.

Drôle de calcul

Dans la technique, on met en avant que certaines branches ne sont guère demandées. Mais dans les faits, c'est un peu plus compliqué. Ainsi, le lycée technique des Industries Métallurgiques des Tchecoslovaques à Lyon s'est mis en grève contre l'aggravation des conduites de travail *« qui découlera des 150 suppressions de postes de lycées et de CES dans le département, plus spécialement avec la suppression à la rentrée prochaine du recrutement en première année des élèves de la section menuiserie : aucun établissement n'accueillera les élèves rejetés avant la construction du LEP de Vaulx-en-Velin : on ferme avant de prévoir l'accueil. Déjà, cette année, les capacités d'accueil en première année de mécanique ont été réduites pour recevoir les élèves de Brignais (fermé aussi avant que ne soit ouvert Givors) ».*

Globalement, ce qui est surtout invoqué, c'est la réduction du nombre d'élèves, d'une façon générale dans l'établissement, ou dans telle ou telle section. Mais le calcul semble être fait d'une drôle de façon : on globalise les heures d'enseignement par grandes familles pour arriver à supprimer des postes, ou à multiplier les postes à cheval sur plusieurs établissements. En fait, les exemples ne manquent pas

de lycées qui auront davantage d'élèves et moins de postes ! (Sur Lyon, par exemple : Ampère-Bourse, Brossolette).

«Sur le carreau»

Pour l'instant, l'interprétation de ces mesures n'est pas fortement aisée. Bien sûr, la première chose qui saute aux yeux, c'est la volonté d'économiser, d'ajuster au plus près, si besoin en gonflant des classes, en supprimant des sections. Deuxième point : ceux qui vont prioritairement faire les frais de ces mesures, côté enseignants, sont les M.A. Pour Paris, on estime que 400 non-titulaires vont rester *« sur le carreau »*. Mais aussi, on va assister à des mutations

d'office d'enseignants titulaires, et ce qui est sans doute plus grave, à une déstabilisation du corps enseignant dans le secondaire, avec une multiplication des postes divisés sur plusieurs établissements.

Enfin, il semble qu'on s'oriente vers une différenciation plus nette encore entre lycées cotés, huppés, et lycées de seconde zone, ces derniers étant touchés de front. Ainsi sur Paris, le lycée Balzac, ex-« lycée rouge » connaîtra 13 suppressions de postes, dans le même temps que son concurrent, le lycée Carnot, devrait recevoir des créations de postes. Au niveau des matières enseignées, on peut s'attendre aussi à un renforcement des spécialisations par établissement.

Mais pour l'heure, il est encore difficile d'avoir un point de vue

d'ensemble, certains secteurs n'ayant même pas jugé utile de réunir les organismes où sont présents les enseignants (dans le Bas-Rhin, la Seine-et-Marne, le Var), d'autres ayant donné très tard les informations.

Toujours est-il qu'un peu partout c'est l'inquiétude. Dans la région lyonnaise, une trentaine d'établissements ont été touchés par des mouvements de grève. Sur Paris, ce mouvement, encore sporadique, s'est développé ces dernières semaines. Quand on voit la fermeté dont font preuve les recteurs, malgré les luttes de l'an dernier dans le primaire sur cette question, on mesure l'importance accordée par le ministère à cette politique. C'est dire que pour y faire échec, la riposte doit être particulièrement massive !



La rentrée 1980 avait déjà connu de nombreuses luttes contre la carte scolaire de Beullac.

